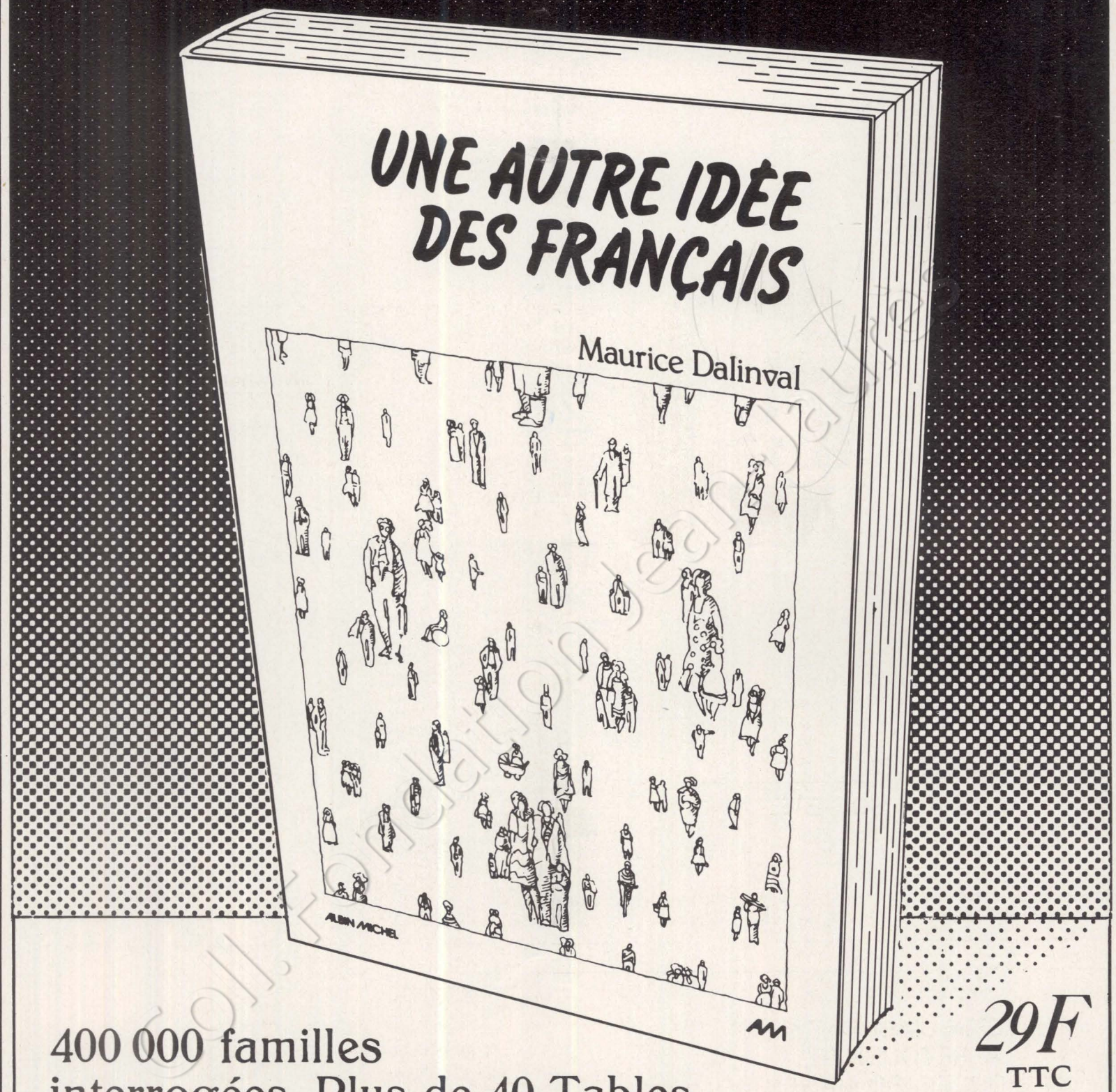
l'unité

N° 274 — 5 F | L'hebdomadaire du Parti socialiste | 9-15 décembre 1977





29F
TTC

400 000 familles interrogées. Plus de 40 Tables Rondes organisées dans 38 villes par les Caisses d'Epargne "Ecureuil". Une recherche sans précédent pour écouter la France profonde. Très souvent une France surprenante, neuve, originale, inattendue.

Editions Albin Michel

sommaire

FRANCE

4

DROITE : OPERATION SURVIE, PAR GUY PERRIMOND

6

COMMERCE : LA DOCTRINE-RAVIOLI, PAR ALAIN DOUBLIL

7

L'EDITORIAL DE CLAUDE ESTIER

ECONOMIE

8

L'AGONIE DU DOLLAR, PAR CHRISTIAN GOUX



MONDE

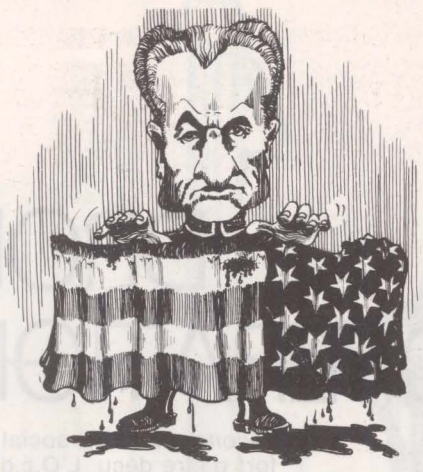
16

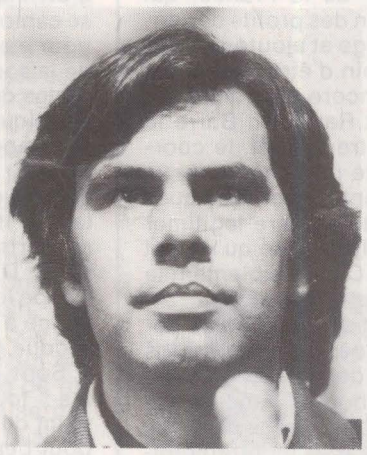
ITALIE : LES « B.R. » TIRENT POUR TUER, PAR MARC SEMO

DOCUMENT

10

EXCLUSIF : QUATRE JOURS DANS L'ENFER IRANIEN, PAR FRANCIS PISANI





LES ENTRETIENS DE « L'UNITE »

22

CETTE SEMAINE CLAUDE ESTIER S'ENTRETIENT AVEC FELIPE GONZALEZ, SECRETAIRE GENERAL DU P.S.O.E.

SOCIETE

24

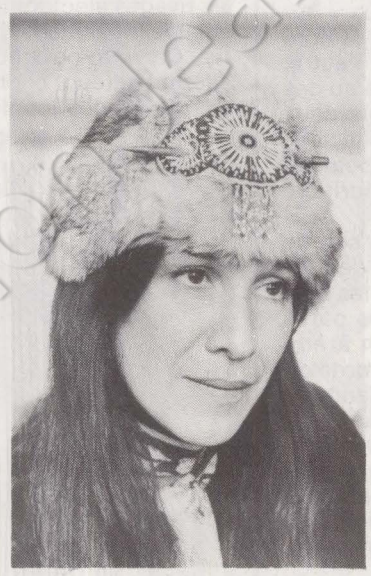
IL PLEUT DANS MON LYCEE, PAR JEAN-PIERRE MOULINS

25

LE PRIX DE LA DEBAUCHE, PAR MICHELE KESPI-BACKMANN

26

LES INDIENS SORTENT DE LEUR RESERVE, PAR JACQUES ERWAN



CINEMA

28

UN ROUGE UN PEU NOIR... AVEC DES « BLANCS », PAR SERGE RICHARD

TELEVISION

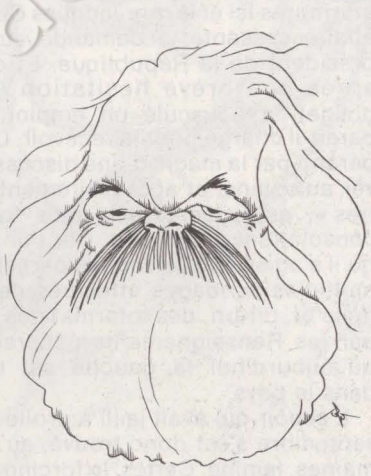
29

LE CAUCHEMAR D'UN ACADEMICIEN, PAR GABRIELLE ROLIN

LIVRES

30

INVITATION A (RE) LIRE MARX, PAR PIERRE PERMINGEAT



Photos et dessins

A.f.p. (pages 14, 15, 18), Coureuil (pages 5, 9, 13, 24), Demoulin (pages 4, 8, 10), Keystone (page 33), Pascal Lebrun (pages 22, 26, 31), Magnum (page 13), Pym (page 1), Rush (page 23), Solo (pages 20, 30), Sygma (pages 14, 29), U.p.i. (page 27), Viva (page 15).

BULLETIN D'ABONNEMENT
A RETOURNER
41, BOULEVARD MAGENTA
75010 PARIS

Je soussigné .....

demeurant .....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » :

▶ abonnement d'un an (150 F) ☐

▶ abonnement de six mois (90 F) ☐

en souhaitant recevoir en cadeau (pour un abonnement d'un an)



▶ soit le livre de Claude Estier ☐



▶ soit le livre de Pierre Mauroy ☐

et vous adresse la somme correspondante par chèque bancaire ☐

par chèque postal ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 30 349 80 La Source ☐

Date

Signature

DROITE : OPERATION SURVIE

La gauche est majoritaire dans le pays. C'est ce qui explique la nervosité de Barre, les interventions tous azimuts de Giscard et le pas de charge de Chirac

Un sondage a suffi. A peine les résultats du sondage I.f.o.p. commandé par l'hebdomadaire « le Point » étaient-ils murmurés ici et là que Jacques Chirac, toute affaire cessante, a demandé audience au président de la République. Et ce dernier, après une brève hésitation (noblesse oblige), a bousculé un emploi du temps paraît-il chargé pour le recevoir. Chacun espérant, par la magie d'une discussion, prouver aux siens, et accessoirement aux « autres », qu'il demeure le plus fort. Maigre consolation, à vrai dire. Car l'un et l'autre, qu'il s'agisse des élections partielles ou des multiples sondages effectués depuis deux mois et, dit-on, des informations collectées par les Renseignements généraux, savent qu'aujourd'hui la gauche est majoritaire dans le pays.

L'espoir qui avait jailli à droite un soir de septembre s'est donc trouvé, au fil des semaines, laminé. Certes, le forcing et les exagérations du P.c. n'ont pas aidé les partis signataires du Programme commun à être offensifs. Mais malgré cela une majorité de Français souhaite que les choses changent. On le sait au R.p.r., au P.r., à l'Elysée et à Matignon. Et c'est ce qui explique la crispation, la nervosité de Raymond Barre, les interventions tous azimuts du président de la République, le pas de charge de Chirac... et la lutte serrée entre les diverses formations de ce qui fut la majorité.

Côté R.p.r., on en est, presque, aux taxis de la Marne : Jérôme Monod, le secrétaire général du Rassemblement, présente les « Propositions pour la France », deux cents pages d'« orientations », car il ne peut — nous prévient-on aimablement — s'agir d'un programme ! Chirac, lui, visite les départements : il en est au onzième, le Haut-Rhin, et a promis de « tous les faire » d'ici au 11 mars. Puis il promet à ses « compagnons » qu'ils seront au moins cent cinquante dans la prochaine Assemblée — ils sont cent soixante-dix-huit actuellement — et se demande comment calmer ses barons, dont la grogne se réveille, faisant annoncer que son Rassemblement est le premier parti de France avec cinq cent quarante mille adhérents ; bref, tente d'apparaître fort pour compenser les craquements qu'ici et là il sent. Ce qui explique ses coups d'éclat.

Du côté de la présidence, on paraît plus paisible. Sans être plus sûr de l'avenir. On s'apprête donc à multiplier les primaires, espérant ainsi être mieux placé pour le second tour que le R.p.r., et l'on espère que le Premier ministre obtiendra, enfin, quelques résultats dans les domaines essentiels de l'économie et du social. Espoir qui risque fort d'être déçu. L'O.c.d.e. vient de publier son « examen annuel » de la France, qui confirme qu'à l'exception des profits des entreprises, rien ne s'arrange et ajoute que ses prévisions — qui sont loin d'être exaltantes — ont « un caractère encore plus aléatoire qu'à l'accoutumée ». Et Raymond Barre le sait. Lui qui aurait dû être le chef, le coordonnateur de la majorité parlementaire, va d'échec en échec et tente, avec quelques difficultés semble-t-il, de se faire légitimer dans la circonscription lyonnaise qu'il s'est soigneusement choisie. C'est visiblement le seul rôle qui lui reste.

Cette petite guerre est symbolique du désarroi des responsables des différents partis de droite. Durant des décennies, ceux-ci avaient l'assurance d'aborder sans risque les rivages électoraux. Une gauche désunie, éclatée, figée dans des passés contradictoires. Dans un pays où plusieurs générations allèrent ailleurs chercher l'espoir, dans des sierras ou des jungles lointaines, les « lois du marché » permirent un développement industriel qui donnait à beaucoup l'illusion d'un mieux-vivre. Alors, la droite n'avait qu'à se camoufler sous des discours modernistes pour maintenir le statu quo. Mais l'évolution de la société française allait bouleverser les règles du jeu : la classe ouvrière — au sens classique du terme — conserve, certes, toute son importance : 37,7 % de la population active en 1975 ; mais un groupe ambigu, les cadres, en émergent : en 1975, ils représentaient 19,4 % de la population active. Les rapports de forces anciens allaient être modifiés. D'autant que la crise économique qui frappe le pays allait servir de caisse de résonance à la crise idéologique et politique qui secoue la France.

Sont apparues alors des exigences fortes : tout d'abord économiques, au sens strict du terme. Le chômage, l'inflation sont pour beaucoup dans la prise de conscience de nombreux Français. Puis il y a eu le besoin de participer aux affaires de la cité, de l'entreprise. Même, si ce que l'on appelle la

vie associative recouvre mal un tel phénomène, on peut le mesurer à l'insistance mise ces dernières années sur le problème de l'Etat.

Face à cela, que peut offrir la droite ? Le maintien du passé, quelques avantages sectoriels, une assistance plus poussée ? C'est peu face au vers de Rimbaud repris par le P.s. : « Changer la vie ». Il est significatif que dans « Propositions pour la France » le R.p.r. ait choisi des titres de chapitre du style « l'autorité à rétablir »...

On comprend, dès lors, la difficulté pour la droite d'établir un « programme ». Outre le fait qu'elle n'en a jamais eu besoin, aujourd'hui elle serait, bien davantage que par le passé, impuissante à en élaborer un qui puisse paraître, de surcroît, capable de résoudre les multiples problèmes qui se posent à la France. Restent donc les rivalités de tactique, de personne. Ce qui circonscrit largement le débat entre R.p.r., P. r. et les divers groupuscules qui espèrent, grâce à une image plus « libérale » ou au poids local d'un notable, tirer leur épingle du jeu — en un mot... survivre.

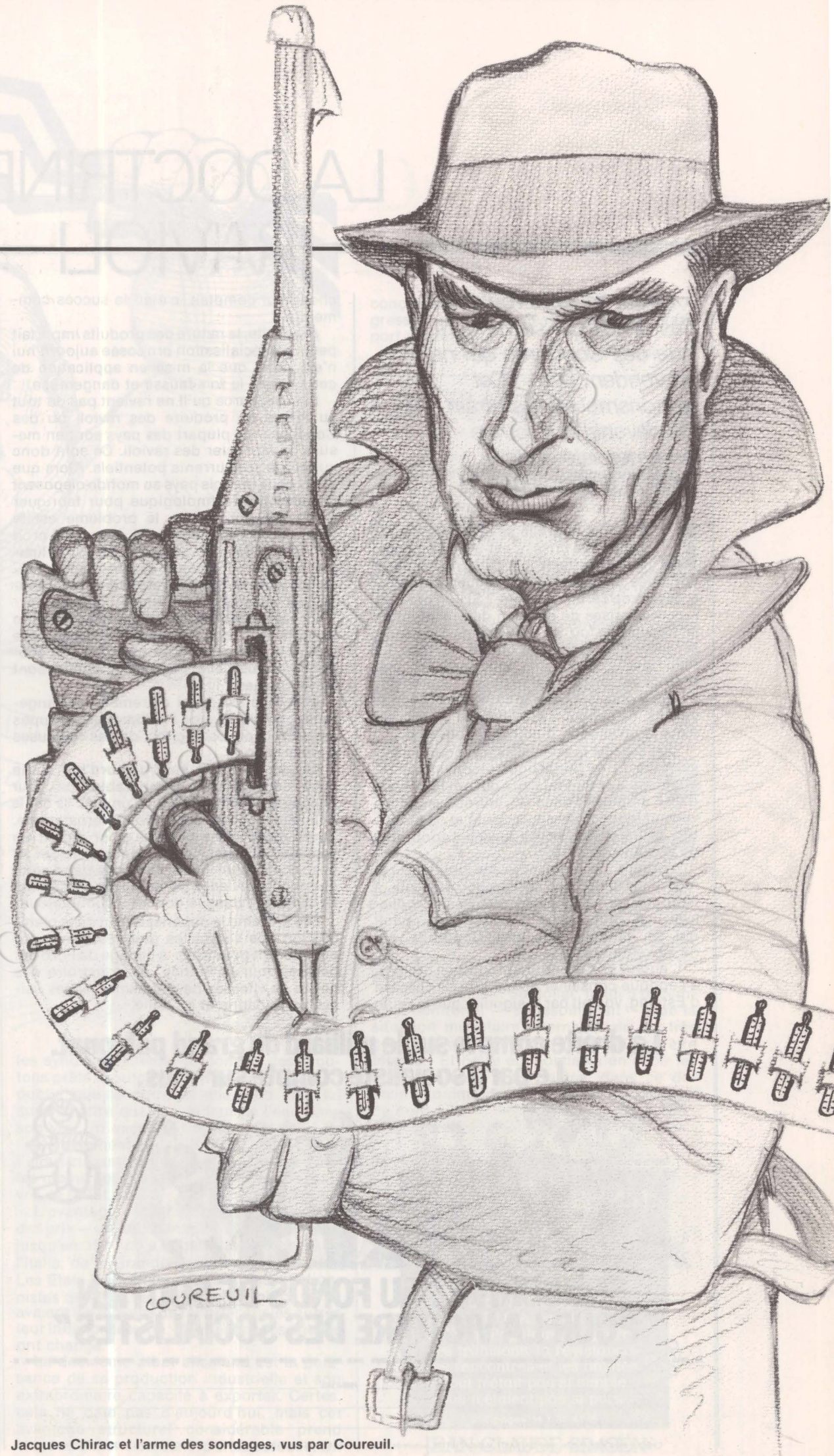
Tout cela explique les efforts des uns et des autres tentant de se « positionner » — pourquoi ne pas employer le vocabulaire du marketing, puisque c'est de cela qu'il s'agit ? — face à un électorat hésitant.

Car l'électorat encore « majoritaire » est traversé par les mêmes contradictions que celles que l'on mesure entre les dirigeants. Entre ceux qui recherchent en Chirac un succédané d'homme providentiel, une autorité calmant leur angoisse ou rassurant leur goût de l'ordre, et ceux qui voudraient bien d'un changement, qui rêvent sur les promesses de Giscard mais qui n'osent pas quitter leurs habitudes, l'espace est grand. Dans tout cela, le patronat hésite. Bien sûr, Raymond Barre a beaucoup fait pour lui : le freinage des salaires et la trésorerie des grosses entreprises en témoignent. Mais cela ne va pas loin. Car, à leurs yeux, l'avenir n'est pas assuré ! Ce qui éclaire le « volontarisme » des propositions du R.p.r. dans le domaine industriel.

Tout cela explique qu'au moment où la gauche traverse une période difficile la droite se trouve incapable d'en tirer un avantage quelconque. Certes, elle peut bénéficier, par comparaison, d'une fuite dans l'abstention d'un certain nombre d'électeurs potentiels, fuite qui pour l'instant ne se traduit que très faiblement dans les sondages. Mais, malgré l'utilisation intensive de la télévision et de la radio à l'affût de la moindre condamnation du P.s. par le P.c., rien n'a pu, depuis deux mois, rendre au P.r. ou au R.p.r., à l'Elysée ou à Matignon, le minimum de leadership idéologique leur permettant de modifier durablement les rapports de forces.

Et ce ne sont pas les résultats du dernier sondage qui, attisant les rivalités, permettront de colmater les brèches. Reste donc à la gauche à se retrouver...

GUY PERRIMOND



Jacques Chirac et l'arme des sondages, vus par Coureuil.

LA DOCTRINE-RAVIOLI

« Il vaut mieux produire des ravioli qui se vendent que des Concorde qui ne se vendent pas ». Cet aphorisme est-il en train de devenir la doctrine commerciale de la France giscardienne ?

La France doit-elle se spécialiser pour sortir de la crise, c'est-à-dire concentrer ses efforts sur certains secteurs agricoles ou industriels en acceptant la régression de certains autres ? Si l'on croit les récentes prises de position du président de la République ou du ministre de l'Industrie, la réponse est oui. C'est un fait nouveau. Le Plan, par exemple, ne comporte aucune priorité sectorielle. Par le passé, l'action publique a consisté dans le sauvetage, à fonds perdus, de secteurs en difficulté plutôt que dans la promotion d'activités nouvelles.

Que signifie la spécialisation pour les travailleurs ? Une fantastique reconversion industrielle à chaud où ceux qui ont la chance d'être employés dans les entreprises élues verront leur emploi sauvegardé et où les autres, brutalement, se retrouveront contraints de changer de métier.

L'origine de cette nouvelle politique remonte au début des années soixante-dix, à l'époque du mythe de l'impératif industriel. « Il vaut mieux produire des ravioli qui se vendent que des Concorde qui ne se vendent pas. »

L'auteur de cet aphorisme, Lionel Stoleru, à l'époque conseiller au cabinet de Giscard d'Estaing, voulait par là signifier que la seule chose qui comptait, c'était le succès commercial.

A la limite, la nature des produits importait peu. La spécialisation proposée aujourd'hui n'est donc que la mise en application de cette idée à la fois fausse et dangereuse.

Fausse, parce qu'il ne revient pas du tout au même de produire des ravioli ou des Concorde. La plupart des pays sont en mesure de fabriquer des ravioli. Ce sont donc autant de concurrents potentiels. Alors que seuls deux ou trois pays au monde disposent du potentiel technologique pour fabriquer Concorde (ou Airbus, le problème est le même). En outre, le marché des ravioli croît peu et les gains de productivité y sont limités, situation inverse de la construction aéronautique. Quant aux retombées technologiques, elles sont sans commune mesure.

La « doctrine-ravioli » de la spécialisation aveugle est donc fausse, parce qu'elle ignore la caractéristique nouvelle de l'économie industrielle : les productions sont hiérarchisées.

Mais elle est aussi extrêmement dangereuse, car elle laisse à l'initiative des groupes industriels privés le choix de ces fameuses spécialisations.

Or, ces groupes sont aujourd'hui d'une taille considérable, comparables par leur chiffre d'affaires au budget d'un Etat. Ils ont le plus souvent une dimension internationale. Leur laisser carte blanche pour définir ce vers quoi la France doit se spécialiser, et au besoin les aider financièrement dans cette démarche, revient à perdre toute autonomie de décision, dans le domaine économique.

Elle entraîne le dépérissement de la planification : ce seront les grandes firmes qui planifieront pour nous, à l'image de Ford qui décide, pour la France, de construire des boîtes de vitesses devant alimenter ses usines en Espagne et en Italie.

Une telle spécialisation débouche sur une extraordinaire intégration économique, réalisée par le truchement des firmes multinationales. Au gré des décisions d'état-major, la France devient un pays sous-traitant au sein d'un vaste ensemble géo-économique dont le centre est largement situé aux Etats-Unis.

Si au moins la « doctrine-ravioli » était en mesure de nous assurer une certaine prospérité, comme le pensent ses promoteurs, il pourrait être tentant de vendre son âme au diable. Mais il n'en est rien. La caractéristique actuelle de l'économie française est son extrême vulnérabilité aux échanges extérieurs. Depuis la hausse du prix de l'énergie, le gouvernement ne parvient à équilibrer notre balance commerciale qu'au prix de l'austérité et donc provoque un chômage sans cesse grandissant. On vient de dépasser 1,2 million de demandeurs d'emploi, et le chômage partiel s'accroît de nouveau.

Vouloir nous spécialiser revient à persévérer dans l'erreur : en accroissant encore la part des échanges extérieurs dans l'activité, on rend l'emploi plus exposé aux difficultés de l'économie mondiale et tributaire d'aléatoires performances à l'exportation.

Concentrer ses efforts sur un produit, c'est prendre un risque considérable. D'abord, le choix peut se révéler mal fondé. Ensuite, l'évolution technique ultra-rapide peut rendre complètement obsolète telle ou telle orientation. Les grandes firmes l'ont d'ailleurs bien compris et elles cherchent toutes à se diversifier pour limiter ces risques.

Pour nous, il n'en est rien. Un échec dans un secteur dans lequel notre pays se serait spécialisé aurait une incidence catastrophique pour l'emploi. Tributaire de matières et de produits importés pour la production, et de la situation internationale pour nos débouchés, une économie française spécialisée perdrait vite toute autonomie, toute indépendance.

Les socialistes ne sont pas insensibles à l'idée d'une rationalisation de l'appareil industriel, mais ils la conçoivent sous un jour radicalement différent : c'est la sélectivité, fondée sur la renaissance du Plan démocratique, qui serait le lieu où précisément un véritable débat sur les choix et sur la restructuration de l'appareil industriel s'engagerait.

La « doctrine-ravioli » conduit à laisser les grands groupes financiers choisir pour nous — mais dans leur intérêt — nos axes de développement. La sélectivité, au contraire, c'est l'expression d'un choix conscient de la collectivité nationale. Ce choix peut être guidé par trois orientations.

La première, c'est la dotation de la France en atouts naturels. Vu le manque de matières premières et d'énergie et le peu de capitaux orientés vers l'industrie, notre chance, ce sont les travailleurs, et en particulier les ouvriers qualifiés, les ingénieurs et les techniciens. L'effort doit donc se porter dans les secteurs qui y ont le plus recours, par exem-

La droite compte sur le milliard du grand patronat.
Le parti socialiste compte sur vous.



SOUSCRIVEZ AU FONDS DE SOUTIEN "POUR LA VICTOIRE DES SOCIALISTES"

NOM _____ PRENOMS _____

ADRESSE _____

DECLARE SOUSCRIRE POUR LA SOMME DE _____

CHEQUE BANCAIRE, POSTAL, MANDAT CARTE, MANDAT LETTRE, au nom de CHARLES EMILE LOO C.C.P. 33 745 51 F LA SOURCE 7ème PLACE DU PALAIS-BOURBON 75007 PARIS.

ple l'industrie aéronautique ou pharmaceutique, ou bien l'informatique.

La deuxième, c'est que la structure de l'appareil de production n'est pas sans rapport avec le succès d'une stratégie industrielle. La constitution d'un vaste secteur public industriel, comme le proposent les socialistes, est le garant de la réussite d'une politique industrielle sélective. La nationalisation donne les moyens d'une restructuration qui permet, en renforçant au sein des groupes les liaisons verticales (clients-fournisseurs), de réduire la vulnérabilité des maillons sensibles où la concurrence internationale est extrêmement vive.

Il n'y a pas de miracle dans le succès des industries allemande et japonaise. C'est l'étonnante structure des grands groupes industriels allemands ou des sociétés de commerce internationales japonaises qui a permis de concentrer l'effort sur les marchés extérieurs en se protégeant, par une intégration verticale poussée, de la concurrence sur leur propre marché.

La troisième orientation, qui découle des deux premières, porte sur la nature de la sélectivité : à la spécialisation en termes de produits il faut opposer la sélectivité en termes de filières.

Prenons un exemple concret, celui des ravioli, chers à Stoleru : il est néfaste de se spécialiser dans les ravioli si l'on n'est pas maître également de la production de sauce tomate, de blé dur, de boîtes de conserve, donc de fer-blanc et de machines-outils capables de le travailler, de conditionneuses — et si l'on ne dispose pas d'une infrastructure commerciale intégrée permettant de vendre des ravioli dans le monde entier.

Or, cette structuration verticale, le long de la filière-ravioli, est à l'opposé de ce vers quoi tend aujourd'hui l'industrie française. Ce n'est pas un hasard. Un groupe intégré verticalement est moins vulnérable et donc a moins besoin d'un banquier. Or l'industrie française, dominée depuis 1965 par le capitalisme d'affaires, s'est orientée, à l'inverse de l'Allemagne et du Japon, vers le gigantisme « horizontal », à coups de concentrations financières massives et d'investissements à l'étranger.

A la spécialisation néo-libérale il faut donc opposer la sélectivité socialiste. Celle-ci s'appuie d'abord sur la nationalisation du crédit. Il n'y a pas de politique industrielle possible tant que s'exerceront les influences néfastes des groupes financiers privés qui, dans le secret de leurs conseils d'administration, régentent les entreprises, et tant que le crédit ne sera pas sélectivement distribué dans le cadre d'une planification démocratique. La sélectivité des filières repose ensuite sur un vaste secteur public industriel qui rendra possible précisément cette nouvelle organisation de l'appareil de production.

C'est bien pourquoi nationalisations et politique industrielle sont inséparables.

ALAIN BOUBLIL

© Fondation Jean-Jaurès

concerne la politique économique à l'exportation. Des sacrifices considérables sont effectués par les firmes pour conquérir des marchés extérieurs, pratiquant des prix sans concurrence possible. Nous sommes loin des simples mesures d'aide pratiquées en France, du type Coface ou Hermès.

Si l'on examine la structure du produit national brut japonais, les considérations que nous venons d'énoncer apparaissent en pleine lumière. La croissance des vingt dernières années s'est faite en privilégiant l'investissement à des niveaux inconnus en Europe et aux Etats-Unis. La consommation de l'Etat a été réduite à la portion congrue. Cela vient du fait que le Japon n'a pas un gros budget de défense nationale, mais aussi que



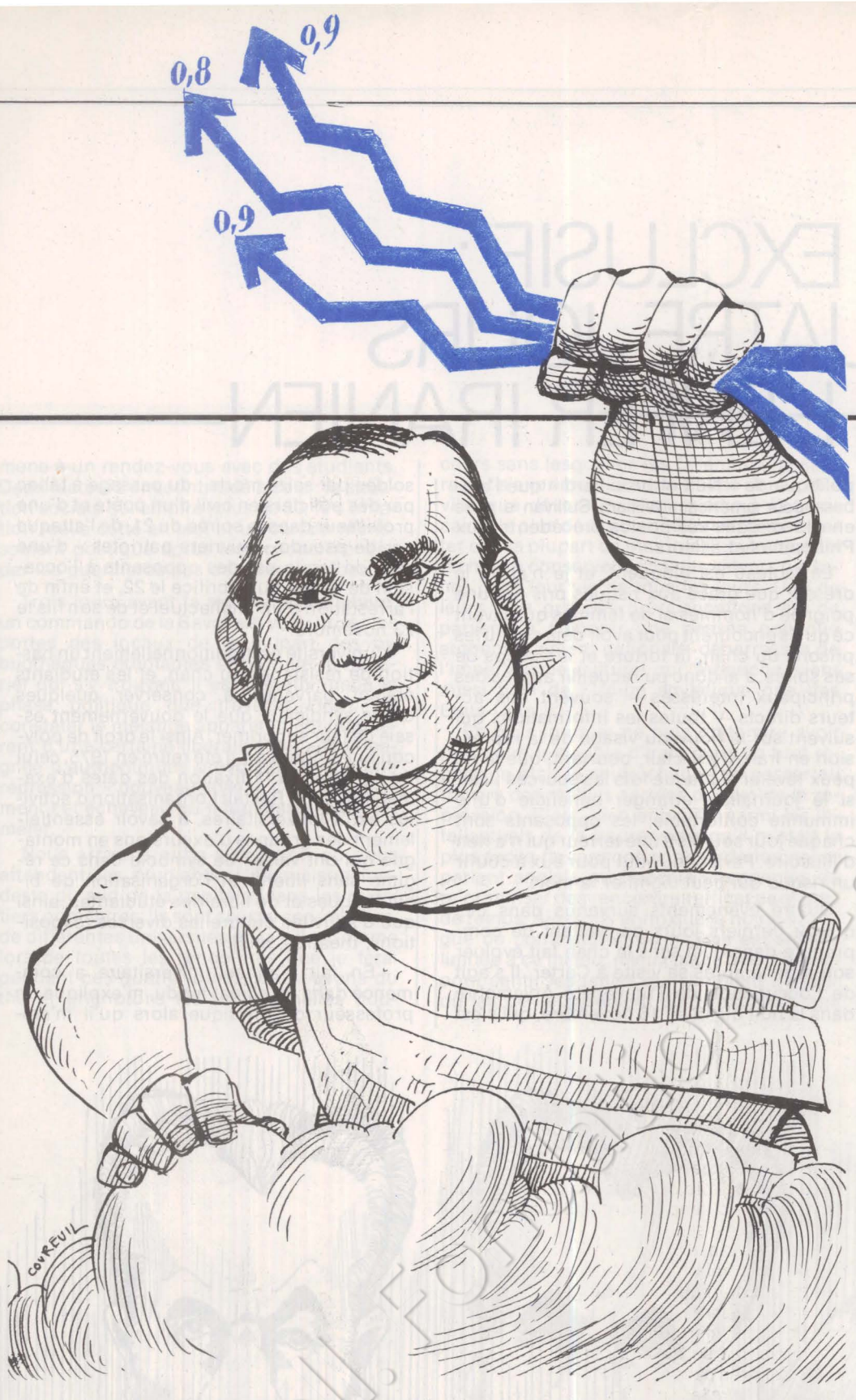
les investissements publics ont été sacrifiés aux investissements privés.

On voit donc que les atouts à terme du Japon sont importants. Si l'économie américaine présente les signes d'une suraccumulation qui ne peut être combattue que par le développement des marchés extérieurs et de l'innovation technologique à l'intérieur, le Japon peut encore connaître une période d'intense accumulation capitaliste basée sur le développement de la demande intérieure.

LA REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE

« Les Allemands poseront demain plus de problèmes avec leur argent qu'hier avec leur armée. » Cette boutade montre le véritable

Coll. Fondation Jean-Jaurès



enjeu de l'exceptionnelle réussite de la République fédérale. L'Allemagne serait d'ailleurs actuellement l'un des pôles économiques les plus puissants du monde si la « réunification » avait eu lieu. Dans le cadre de cet article, nous voudrions insister simplement sur le problème des prix et des exportations.

Certes, on ne sait en fait pas grand-chose sur la façon dont se développe l'inflation dans les économies occidentales. Mais, ce qu'il y a de sûr, c'est que les prix constituent, avec la productivité, les deux éléments essentiels de la répartition salaires-profits. Or, d'une part, cette répartition est plus égalitaire peut-être en R.f.a. que dans n'importe quel grand pays (Scandinavie exceptée) et, d'autre part, les gains de productivité ont été considérables.

Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que la lutte pour le partage salaires-profits ait été moins âpre qu'ailleurs, et que patronat et syndicats aient réussi à se mettre d'accord pour limiter à la fois les hausses des profits et des salaires. On présente toujours les syndicats allemands comme des moutons prêts à toutes les concessions, mais on oublie que le patronat allemand sait, lui aussi, mettre quand il le faut de l'eau dans son vin. Un exemple frappant est celui de l'aménagement de la Ruhr. C'est, malgré l'industrialisation massive, l'un des endroits les moins pollués et les plus agréables à vivre de la R.f.a. !

L'avantage décisif en matière de hausse des prix — un taux d'inflation bas — ne l'était jusqu'en 1970 qu'à l'égard de la France, de l'Italie, de la Grande-Bretagne et du Japon. Les Etats-Unis étaient alors moins inflationnistes que la R.f.a. Uniquement parce qu'ils avaient les moyens de reporter sur les autres leur inflation interne. Maintenant, les choses ont changé.

Le deuxième atout allemand est la puissance de sa production industrielle et son extraordinaire capacité à exporter. Certes, cela ne date pas d'aujourd'hui, mais cet avantage structurel considérable prend toute sa dimension dans la crise actuelle. On conçoit donc que le mark comme le yen progressent et continuent à progresser par rapport au dollar.

Mais qu'en est-il de notre propre pays ?

LA FRANCE

Il faut noter que la parité franc-dollar est restée centrée après des fluctuations de plus ou moins longue durée sur la base de 1 dollar pour 5 francs. L'objectif du gouvernement paraît être de conserver cette parité en faisant remarquer qu'ainsi les prix d'achat des matières premières, et notamment du pétrole, ne varieraient pas, puisque ces derniers sont exprimés en dollars... Au fait, jusqu'à quand ?

Mais c'est négliger le commerce — très important — avec l'Allemagne et les pays de l'Europe du Nord. On ne peut donc pas laisser s'aggraver notre situation par rapport au mark, car le déséquilibre de notre balance commerciale avec l'Allemagne ne ferait que s'accentuer, étant donné que l'effet prix est très faible. C'est pour cette raison, d'ailleurs, que François Mitterrand, lors de la campagne présidentielle de 1974, avait tant insisté sur la nécessité de défendre le franc coûte que coûte.

La situation s'étant considérablement aggravée, un gouvernement de gauche devrait s'attaquer d'urgence a ce problème en négociant avec la R.f.a. des accords permettant de rééquilibrer nos échanges avec elle. Cet exemple fournit la preuve d'une nécessaire intervention et montre les conséquences d'un prétendu libre-échange où les forces du marché accélèrent la domination du plus puissant sur le plus faible.

L'effondrement du dollar, lundi 5 décembre, montrerait — si besoin était — que la situation monétaire internationale est très grave. Le temps des désordres est loin d'être terminé. Et notre économie va en subir les conséquences. Il est temps, dans ce domaine comme dans les autres, de changer de politique.

S
JEAN PIERRE-BLOCH
LE TEMPS D'Y PENSER ENCORE
L'actuel président de la L.I.C.A. raconte... le Front Populaire, la guerre, les trahisons, la résistance, les rencontres et les amitiés. Tout n'était pas si simple, tous n'étaient pas si purs...
280 pages. 14 x 21. 42 F.

JEAN-CLAUDE SIMOËN

EXCLUSIF : QUATRE JOURS DANS L'ENFER IRANIEN

« Nous avons deux pays, dit le chauffeur de taxi. Quand je branche la radio, j'ai l'impression que nous sommes au paradis. Mais, quand je l'arrête et que je regarde autour de moi, je me demande si nous ne sommes pas en enfer. »

Les taxis ont en Iran une importance particulière. Ayant le droit de prendre plusieurs clients en même temps — cinq exactement —, ils sont le seul endroit public où il est légalement possible de se réunir à plus de trois et de discuter ! A condition de ne pas oublier que la police politique du chah — la Savak — exerce de multiples pressions sur les chauffeurs et s'en sert volontiers d'indicateurs.

Les étrangers se font souvent de l'Iran l'image d'un paradis. Il faut dire que le chah dépense beaucoup d'argent pour cela : galas somptueux offerts par ses ambassadeurs, petits cadeaux aux parlementaires ou aux grandes vedettes de la culture, du sport ou du spectacle, invitations généreuses aux journalistes, même de gauche. Sans oublier les grandioses fêtes de Chiraz et d'Ispahan et l'utilisation publicitaire des charmes de l'impératrice Farah. Les pétrodollars et un peu d'intelligence permettent à « Sa Majesté » de faire passer dans l'esprit de la plupart d'entre nous l'idée que l'Iran est un pays certes un peu autoritaire, mais que son roi n'a d'autres objectifs que le bien de son peuple, la défense de la liberté dans la région et autres billevesées du même acabit. L'opposition iranienne est amère quand elle mesure, par journaux interposés, le peu de cas fait à ses problèmes et notre méconnaissance de la réalité dans laquelle le peuple se débat quotidiennement. Il n'est pas besoin de dénombrer les morts par milliers, comme au Chili, pour pouvoir parler d'enfer : celui de la misère, de la peur, de la censure, de l'autocensure, des délations, des arrestations, et bientôt sans doute des disparitions, est bien réel.

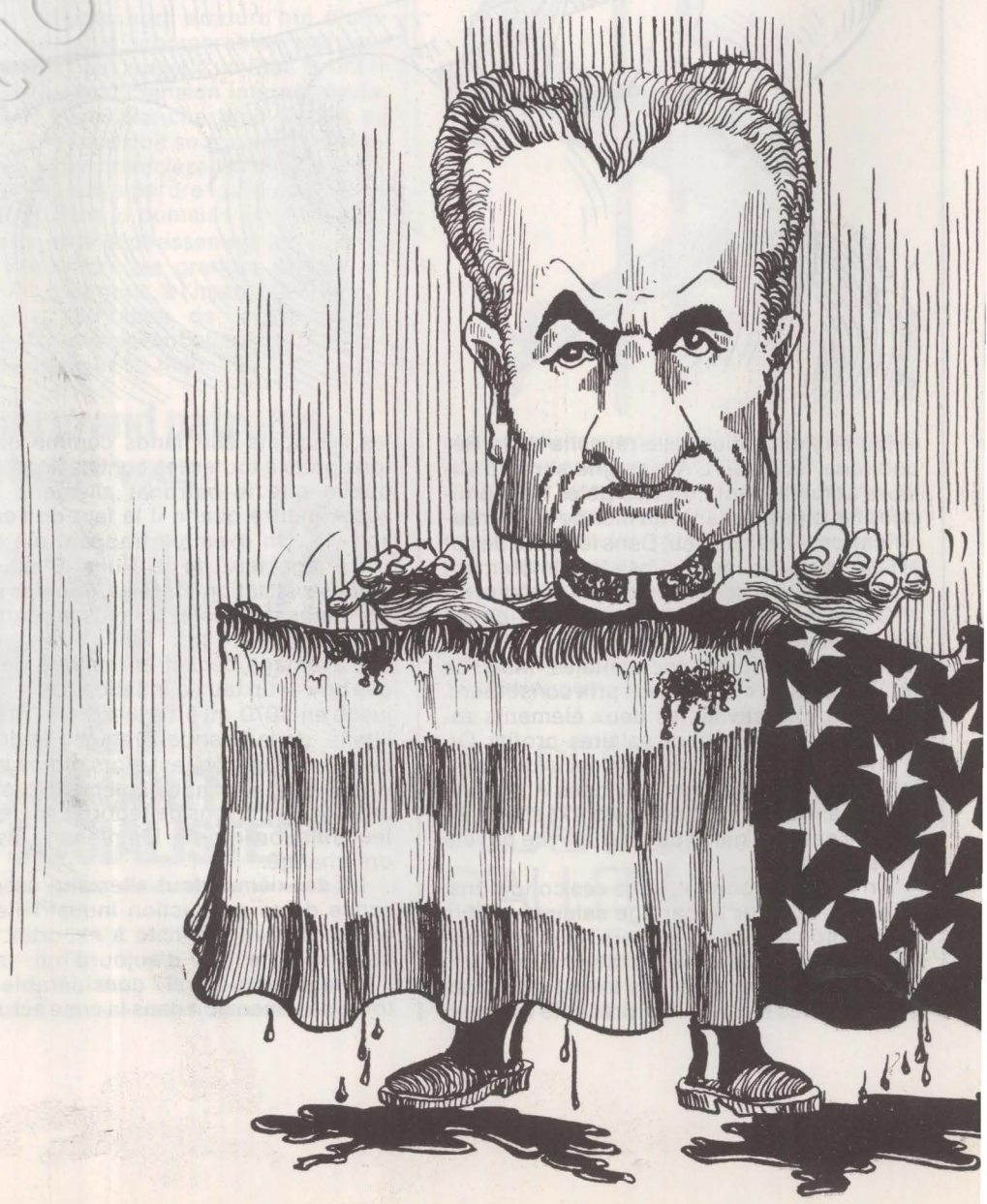
« Les deux piliers de ce régime, m'a dit l'un des intellectuels les plus connus, sont la corruption et la répression. » Nous étions dans un café du centre de Téhéran. Il parlait français, personne autour de nous, il a pu vider son sac. Pendant quatre jours, la semaine dernière, j'ai fait un voyage éclair au sein de l'opposition iranienne. L'objectif était simple : au moment où une nouvelle vague de répression s'abat sur le pays, au lendemain du voyage du chah aux Etats-Unis, il s'agissait de briser le mur du silence que celui-ci essaie de dresser autour de son pays, de démonter le mécanisme qu'il essaie de mettre en place après ses discussions avec Jimmy Carter, de faire la lumière sur la politique de « Nuit et brouillard » que l'ambassadeur américain William Sullivan a mise en œuvre dans ses postes précédents, aux Philippines et ailleurs.

Le tableau est éloquent, et je n'ai pu le dresser que grâce aux risques pris par une poignée d'hommes et de femmes qui savent ce qu'ils encourent pour avoir déjà connu les prisons du chah, la torture et les coups de ses sbires. J'ai donc pu recueillir auprès des principaux intéressés — souvent des acteurs directs — toutes les informations qui suivent sur le nouveau visage de la répression en Iran. Il est clair, pourtant, que je ne peux révéler à chaque fois les sources ; car, si le journaliste étranger bénéficie d'une immunité confortable, les opposants sont chaque jour soumis à une terreur qui n'a rien d'illusoire. Parler équivaut pour eux à courir un risque qui peut signifier la mort.

Quatre événements survenus dans ces quinze derniers jours permettent de comprendre dans quel sens le chah fait évoluer son régime après sa visite à Carter. Il s'agit de l'occupation de l'université Aryamehre dans la nuit du 15 au 16 novembre, qui s'est soldée par seize morts ; du passage à tabac par des policiers en civil d'un poète et d'une professeur dans la soirée du 21, de l'attaque par de pseudo-« ouvriers patriotes » d'une réunion tenue par des opposants à l'occasion de la fête du Sacrifice le 22, et enfin de l'arrestation d'un intellectuel et de son fils le 23 novembre.

L'université est traditionnellement un bastion de résistance au chah, et les étudiants étaient parvenus à conserver quelques droits syndicaux que le gouvernement essaie de leur supprimer. Ainsi le droit de polycopier les cours a-t-il été retiré en 1975, celui de participer à la fixation des dates d'examens en 1976. Restait l'organisation d'activités extra-universitaires, à savoir essentiellement des groupes d'excursions en montagne qui ont valeur de symbole dans ce régime sans liberté et l'organisation de bibliothèques et de librairies étudiantes, ainsi que d'activités culturelles diverses (expositions, théâtres, etc.).

« En fait, l'année universitaire a commencé dans un climat tendu, m'explique un professeur de physique alors qu'il m'em-



mène à un rendez-vous avec des étudiants. Deux facteurs ont contribué à cela : la situation sociale qui empire (plus de 30 % d'inflation réelle cette année) et un certain mûrissement politique après les actions menées par les guérilleros ces dernières années. »

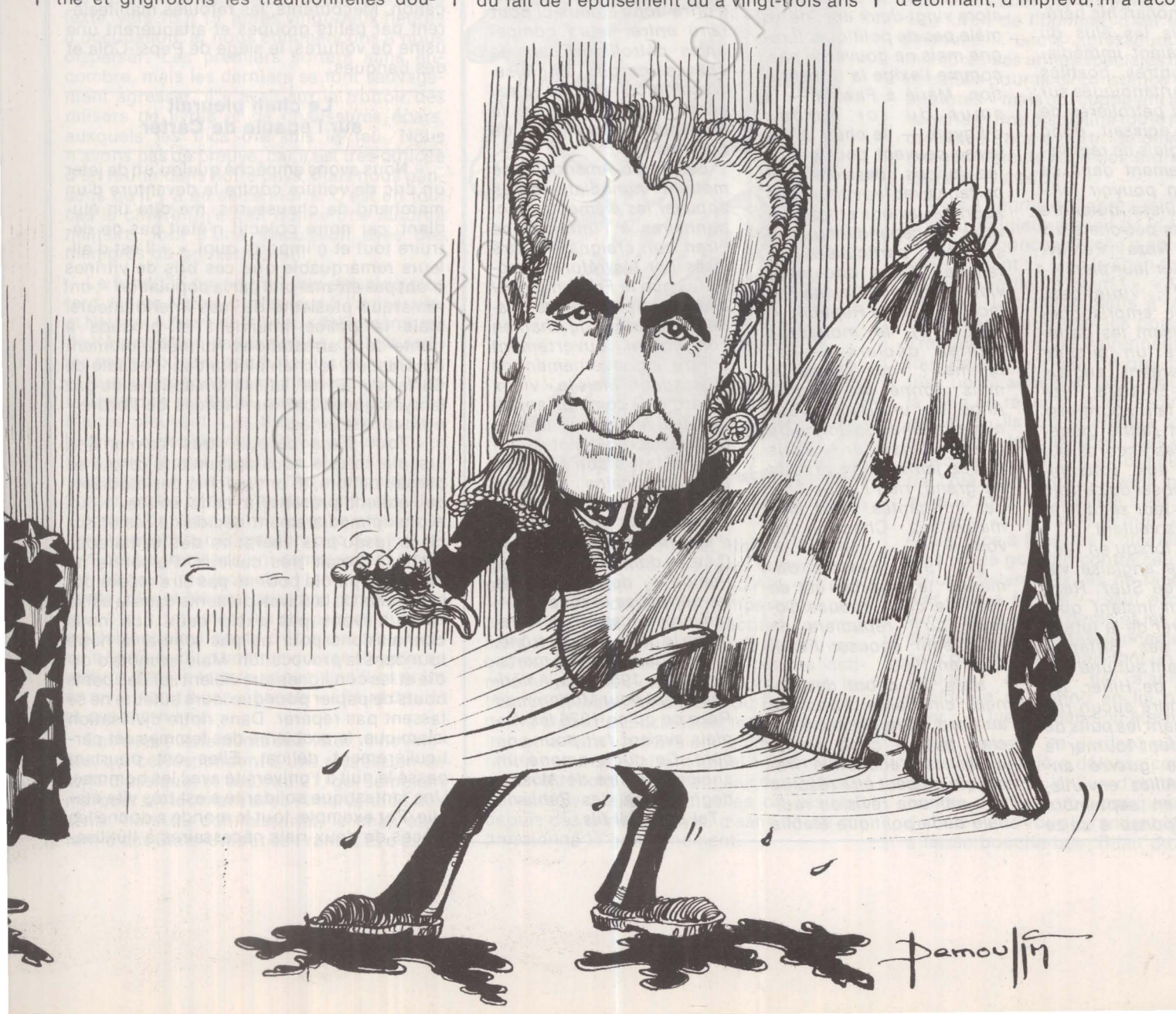
Trois jours avant la rentrée universitaire, un commando de la Savak est venu briser les portes des locaux de la plupart des bibliothèques étudiantes et détruire le matériel qui s'y trouvait. Il est curieux, dans la phase politique que traverse l'Iran, de constater le mélange apparemment incohérent d'une certaine libéralisation accompagnée d'authentiques provocations et d'une répression « nouveau style ». C'est précisément cet écheveau qu'il faut essayer de démêler.

Nous arrivons enfin à l'endroit où nous attendent les étudiants. Une maison modeste du sud de la capitale, dans les quartiers populaires. Ils sont six, garçons et filles, de différentes universités de la ville. Comme lors de toutes les rencontres que je ferai pendant ces quatre jours, nous buvons du thé et grignotons les traditionnelles douceurs sans lesquelles les Orientaux ne sauraient s'exprimer. Je serai frappé dans cette ville que dévore le modernisme à l'américaine, le plus destructeur d'âmes, de constater que la plupart de mes interlocuteurs s'attachent à conserver certaines valeurs persanes dans leur vie de tous les jours. Une de leurs plus grandes préoccupations est de parvenir à élaborer une pensée politique authentiquement nationale, débarrassée de l'impérialisme culturel qui, à gauche, vient aussi bien de l'Union soviétique que des Etats-Unis.

En trois jours je ne puis prétendre avoir rencontré le peuple d'Iran, mais un bref reportage était la seule chance de passer au travers des mailles serrées du filet de la répression. C'est, bien entendu, parmi les intellectuels de la bourgeoisie qu'il m'était le plus facile de rencontrer des interlocuteurs parlant anglais ou français et capables de m'organiser des rencontres efficaces en peu de temps. Ajoutons enfin que la nouvelle vague de contestation du régime est encore limitée à ce milieu, mieux placé que d'autres pour sentir les failles qui semblent s'ouvrir du fait de l'épuisement dû à vingt-trois ans de pouvoir absolu et à la pression de l'opinion publique internationale. « Pour le reste, m'a-t-on dit souvent, les gens sont mécontents. Ils ne savent pas forcément pourquoi, mais ils constatent qu'il n'y a plus de pain ni d'œufs dans un pays dont la richesse agricole est connue depuis des siècles. »

Pour comprendre les événements qui se sont déroulés à l'université, il faut savoir que depuis plusieurs mois les intellectuels s'agitent et que pour la première fois ils ont pris le risque de critiquer publiquement et collectivement le chah : lettres ouvertes et déclarations d'écrivains, de magistrats ou d'avocats se sont multipliées. Tout ce mouvement a pris une tournure plus précise lorsque l'Institut Goethe de Téhéran a organisé une série de soirées de poésie du 10 au 19 octobre. Tous les beaux esprits de l'Iran devaient y prendre la parole. Les organisateurs attendaient deux cents à cinq cents personnes. Les plus fous rêvaient de mille. Il en est venu dix mille. Chaque soir. Certains ont traversé tout le pays pour y assister.

« Il s'est alors passé quelque chose d'étonnant, d'imprévu, m'a raconté l'un des →



"TEL PERE TEL FILS"

Né en 1919, Mohammad Reza Pahlavi est le fils aîné de Reza Chah qui fonde la dynastie Pahlavi en 1926 en détrônant la dynastie Kadjar qui régnait depuis 1796.

REZA PAHLAVI

Issu du peuple, c'est un militaire de carrière qui a gravi les échelons de l'armée iranienne. Dès le début, il est surnommé « l'homme des Anglais ».

En 1921, il organise un coup d'Etat militaire qui renverse le gouvernement légal et met fin à la démocratie iranienne.

Un point d'histoire : depuis 1906, l'Iran était doté d'une Constitution — inspirée de celle de la Belgique — qui apparaissait alors comme un mélange aussi progressiste que judicieux de démocratie parlementaire et de monarchie héréditaire. Mais les élus du peuple s'étaient immédiatement montrés hostiles aux visées britanniques sur les réserves pétrolières de l'Iran. Il s'agissait donc pour les Anglais de remplacer le Parlement dans ce pays par un pouvoir militaire qui puisse défendre leurs intérêts pétroliers. Ils choisirent Reza Pahlavi pour exécuter leur plan.

Dès 1921, violences, meurtres et emprisonnements réduisent les parlementaires à un silence apeuré. L'argent anglais fait le reste. En 1926, Reza Pahlavi se fait couronner empereur et ratifie immédiatement des accords qui permettent aux Britanniques de disposer du pétrole comme bon leur semble et au prix qu'ils veulent.

Toutefois, lorsqu'en 1941 la puissance anglaise vacille à l'est de Suez, Reza s'imagine un instant qu'il peut se libérer de la tutelle humiliante des Britanniques en misant sur une victoire rapide de Hitler. Ne voulant prendre aucun risque concernant les puits de pétrole qui font tourner la machine de guerre anglaise, les Alliés envahissent l'Iran en septembre 1941. En réponse à seize ans de dictature impitoyable, les quinze divisions de l'armée iranienne équipées par l'Allemagne se rendent sans résistance à deux régiments de réservistes anglais et soviétiques. Reza Pahlavi abdique dans l'allégresse générale et il est exilé en Afrique du Sud, où il mourra en 1944.

Le seul commentaire que fit à son sujet Winston Churchill fut : « Nous l'avons amené, nous l'emportons. »

MOHAMMAD REZA PAHLAVI

Le chah actuel monte donc sur le trône usurpé par son père. Les partis politiques sont de nouveau autorisés et la démocratie parlementaire reprend ses droits.

Au début, le chah, qui a alors vingt-deux ans, ne se mêle pas de politique. Il règne mais ne gouverne pas, comme l'exige la Constitution. Marié à Fawzia — la sœur du roi Farouk d'Egypte —, le chah la délaisse souvent pour courir les jupons, passion qu'il partage avec les voitures de sport, les avions et les chevaux. Il a cependant une vision bien particulière des femmes. Dans une interview accordée à Oriana Fallaci (« The New Republic », 1.12.1973), le monarque iranien déclare : « Les femmes ? Vous n'avez jamais donné un Michel-Ange ou un Bach. Vous n'avez même pas donné un grand cuisinier ! Vous n'avez jamais rien produit de grand, rien ! Vous êtes des intrigantes. Vous êtes mauvaises. Chacune de vous. »

En 1948, Fawzia demande le divorce et, en 1950, le chah épouse Soraya, qu'il répudiera en 1958 pour épouser Farah Diba en 1960.

Mais, au début des années cinquante, l'Iran est au bord de la faillite. Il est clair que la crise perpétuelle de l'économie iranienne ne peut être résolue que par une révision radicale de la politique établie par la Grande-Bretagne sous Reza Pahlavi — et que de nouveaux contrats doivent être signés avec elle. Mais les Anglais rejettent d'emblée toute proposition d'accord.

En 1951, les partis progressistes iraniens décident de crever l'abcès. Ils s'unissent dans un Front national et ils nomment Mossadegh — le plus patriote et le plus respecté de tous les hommes politiques iraniens — Premier ministre. Il a alors soixante-douze ans.

Mossadegh nationalise l'industrie pétrolière et expulse manu militari tous les Britanniques du pays. Le gouvernement britannique, préférant ne pas recourir à la politique de la canonnière — à cause de la proximité soviétique —, appelle les Etats-Unis à l'aide. Une occasion unique s'offre donc à ceux-ci pour faire entrer leurs compagnies pétrolières dans la chasse gardée anglaise. Washington répond ainsi avec empressement à la demande d'assistance de Londres.

Les Anglo-Américains se mettent immédiatement à appuyer les éléments réactionnaires à l'intérieur de l'Iran qui, craignant d'être lésés par les réformes sociales que le Front national allait entreprendre, se cristallisent autour du chah en complotant ouvertement contre le gouvernement de Mossadegh. Mais le « vieux renard » — comme l'appellent les Anglais — déjoue tous les complots et sa popularité est à son sommet. Les Américains décident donc de recourir à la force.

Le 19 août 1953, un coup d'Etat militaire ourdi par la C.i.a. — dont la presse américaine a, depuis, dévoilé les péripéties et rouages — renverse Mossadegh et ramène le chah sur son trône, au prix de cinq mille morts. Ainsi, en 1953, les Américains font pour Mohammad Reza ce qu'en 1926 les Anglais avaient fait pour son père. Ce qui a amené un ancien ministre de Mossadegh à dire des Pahlavi : « Tel père, tel fils. »

→

spectateurs. Le premier soir, outre la lecture des poèmes, un orateur a parlé du rôle des écrivains. Le deuxième soir, quelqu'un a parlé de la censure. Le troisième soir, c'est sorti comme une « gaffe » que l'on ne parvient pas à retenir. L'orateur s'est écrié : « C'est un régime fasciste, et nous devons nous en libérer ! » Succès considérable, donc, et silence du chah qui préparait sa visite à Jimmy Carter. « Vous savez, le cowboy qui prétend combattre pour les droits de l'homme », comme disent à Téhéran ceux qui se sont fait rosser.

Tout le monde n'ayant pu assister à cette manifestation, les étudiants, notamment ceux de l'université Aryamehre, décident d'organiser des soirées du même genre, où les mêmes orateurs devaient prendre la parole. La première et la deuxième se déroulèrent sans histoire, début novembre. Tout a éclaté à l'occasion de la troisième réunion, où Saïd Soltanpour, à peine libéré de prison, devait parler du théâtre en Iran. La police, qui filtrait les entrées, décréta au deux millième arrivant que la salle était pleine. Nous retrouvons la provocation. Mécontents, les refoulés manifestèrent par petits groupes et attaquèrent une usine de voitures, le siège de Pepsi-Cola et des banques.

Le chah pleurait sur l'épaule de Carter

« Nous avons empêché quelqu'un de jeter un cric de voiture contre la devanture d'un marchand de chaussures, me dira un étudiant, car notre objectif n'était pas de détruire tout et n'importe quoi. » « Il est d'ailleurs remarquable que ces bris de vitrines n'ont pas été mal pris par la population », ont remarqué plusieurs de mes interlocuteurs. Mais la police intervient et procède à trente-deux arrestations. Au même moment ou presque, le chah pleurait sur l'épaule de Carter du fait de l'utilisation abusive de gaz lacrymogènes par les « forces de l'ordre » nord-américaines.

« Tout s'est déroulé très calmement, jusqu'à ce que nous apprenions ce qui se passait dehors, m'ont raconté des étudiants qui étaient présents à cette soirée. Nous avons immédiatement décidé de rester sur place jusqu'à la libération des camarades arrêtés. C'était très curieux. Personne ne prenait la parole pour ne pas être repéré par les agents de la Savak présents dans la salle. Nous n'avons pas exclu ceux que nous connaissions pour ne pas tomber à notre tour dans la provocation. Mais les mots d'ordre et les consignes circulaient sur des petits bouts de papier pour que leurs auteurs ne se fassent pas repérer. Dans notre civilisation islamique, le problème des femmes est particulièrement délicat. Elles ont pourtant passé la nuit à l'université avec les hommes. Une fantastique solidarité s'est très vite établie. Par exemple, tout le monde a donné les pièces de deux rials nécessaires à l'utilisa-

tion du téléphone pour que ceux qui désiraient prévenir leur famille puissent le faire. Nous n'avons presque pas dormi, passant l'essentiel de la nuit à chanter ou à lire des poèmes. Vers 4 heures du matin, la B.b.c. diffusait la nouvelle de l'occupation, et cela nous a donné du courage. Presque toutes les universités d'Iran étaient représentées. Il y avait également des ouvriers d'usines du sud de la capitale. Ils ont lu des messages de solidarité avec notre mouvement. »

« Le matin, toujours en se servant de la technique des bouts de papier, nous avons discuté une proposition que le recteur devait transmettre à la police. Le texte sur lequel nous nous sommes mis d'accord exigeait : la libération des prisonniers, que la police n'attaque pas les présents, ni dedans ni hors de l'université, que les soirées culturelles se poursuivent et que l'on puisse y participer sans contrôle policier, que le syndicat étudiant puisse continuer de promouvoir ses activités extra-universitaires. Tout cela était garanti par une menace de grève des professeurs de l'université Aryamehre et de tous les étudiants d'Iran. La police accepte notre texte, vers 15 h 15, après vingt-deux heures d'occupation, et nous commençons à nous disperser. Les premiers sortent sans encombre, mais les derniers se font sauvagement agresser. Il y avait sur le trottoir des milliers de livres et de chaussures épars, auxquels les flics ont mis le feu. Nous n'avons pas de preuve, car il est très difficile d'en réunir dans notre pays, mais nous pensons qu'il y a eu seize morts. C'est en tout cas le chiffre qu'aurait donné une autorité militaire, lors d'une discussion avec des membres du gouvernement. »

Le lundi 21 novembre, une semaine plus tard, Homa Nateq, professeur à l'université, et Neymat Azarm, poète, tous deux membres de l'Association des écrivains, étaient arrêtés par la police et conduits au commissariat n°18 en compagnie de quatre étudiants. L'interrogatoire est brutal, mais sans excès ; les injures pleuvent. Les flics invitent les étudiants « à déchirer la femme par-devant et par-derrière, car, disent-ils, c'est d'elle que viennent tous vos maux ». Au moment de les libérer, on les fait monter dans un taxi qui les emmène dans un terrain proche et particulièrement obscur. C'est alors que des flics en civil qui les y attendaient commencent à rosser les deux intellectuels et tentent de violer Homa. Elle et Neymat perdront connaissance tour à tour, tellement les coups sont durs. Ils ne doivent sans doute d'être encore en vie qu'à l'arrivée d'un homme qui venait garer sa voiture dans le terrain vague. Les flics étant en civil, il crut à une « banale » affaire de viol et osa intervenir.

Entre les événements des 15 et 16 novembre, qui correspondent à une répression de style classique, et ceux du 21, qui semblent marquer un tournant avec l'intervention des civils, hors du commissariat, le chah était rentré des Etats-Unis et de France. Et c'est le



L'impératrice Farah Diba en tenue d'apparat.



lendemain que le new-look de sa répression allait se révéler avec éclat.

Le mardi 22 novembre, était la fête religieuse du Sacrifice, que nous connaissons en France sous son nom d'Aïd el-Kébir. « Nous avions depuis longtemps remplacé le sacrifice humain par le sacrifice animal, mais il semble que le chah ait de nouveau besoin d'utiliser les hommes comme victimes », me dira-t-on. Deux jours avant, les trois principales tendances du Front national (la Ligue des socialistes, le Parti Mellat-é Iran et le Parti Iran) avaient lancé une déclaration commune faisant appel à la réorganisation du Front. Cela changeait des déclarations individuelles auxquelles on assistait depuis des années, ce qui a sans doute impressionné le gouvernement.

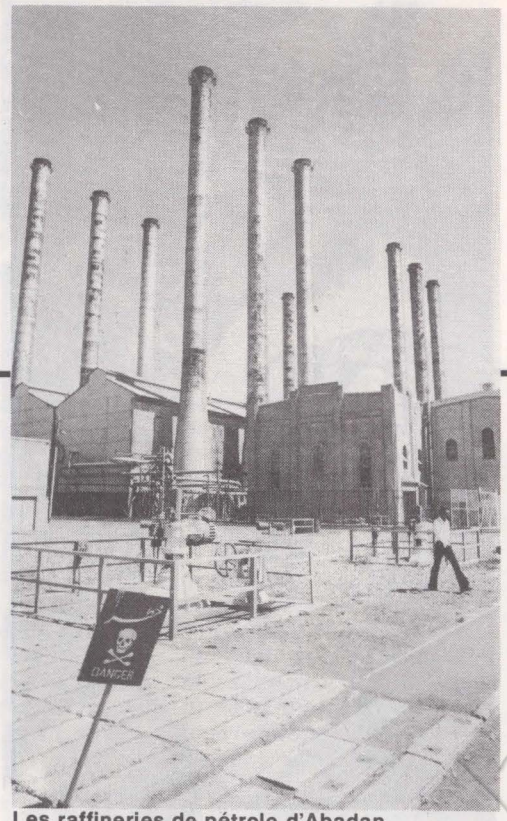
A 15 heures, un millier de personnes se retrouvent dans une propriété des environs de Téhéran, sur la route de Karadj. Il y a là les plus grandes figures de l'opposition : Hassibi, l'un des grands dirigeants du Front national et conseiller de Mossadegh pour les Affaires pétrolières, Châhpour Bakhtiar, vice-ministre du gouvernement Mossadegh (depuis le 22 novembre, son sort est inconnu), Darius Forouhar, avocat, récemment libéré de prison, Ayatollah Sadeghi, personnalité religieuse, H. Matine-Daftari, membre du conseil du Barreau de Téhéran, fils du président de la Ligue des droits de l'homme en Iran, petit-fils de Mossadegh, Ali-Djan Chanssi, ouvrier, etc.

J'ai pu rencontrer pendant mon séjour à Téhéran cinq des participants à cette réunion. J'ai vu les chemises tâchées de sang, les hématomes, une jambe cassée. J'ai recueilli les dépositions de ces hommes qui se réunissaient pour demander l'application de la Constitution de leur pays et le respect des droits de l'homme dont on parle tant de par le monde. Ils se sont entendu dire en se faisant massacrer par les porteurs de bâtons : « Le droit de l'homme, c'est la massue de l'homme. » Leurs agresseurs étaient des membres des unités spéciales de répression déguisés pour la circonstance en « ouvriers patriotes » mais qui cognaient avec une sauvagerie et une discipline toute militaires. Reconstitué donc à partir de différents témoignages, voici le récit des événements de la route de Karadj.

Vers 3 heures de l'après-midi, alors qu'un orateur religieux parlait de la fête du Sacrifice, on annonce l'arrivée d'autobus plein de civils hurlant : « Que le chah soit éternel ! », « Vive le véritable islam ! », « Mort aux traîtres ! »... Les participants à la réunion se contentent de fermer les portails d'entrée. Très vite, les « civils » prennent position autour de la propriété. Un groupe force l'entrée, un détachement plus réduit entre dans la salle de réunion après avoir brisé toutes les vitres. Ils épargnent les femmes, mais font sortir les hommes. Ceux qui tentent d'escalader les murs se font cueillir de l'autre côté. Les autres doivent remonter une allée le long de laquelle s'est constitué un véritable « couloir de la mort » : à distance égale, face à face, les « ouvriers patriotes » manient le gourdin contre ceux qui doivent refluer devant eux. Ils ne tapent pas pour tuer, pas à la tête — sauf exception, bien sûr — mais sur le corps et les jambes. Leur discipline est impressionnante. Ils échangent peu de mots, mais font un travail systématique. Parfois ils s'acharnent sur quelqu'un de connu en lui ordonnant de crier : « Que le chah soit éternel ! ».

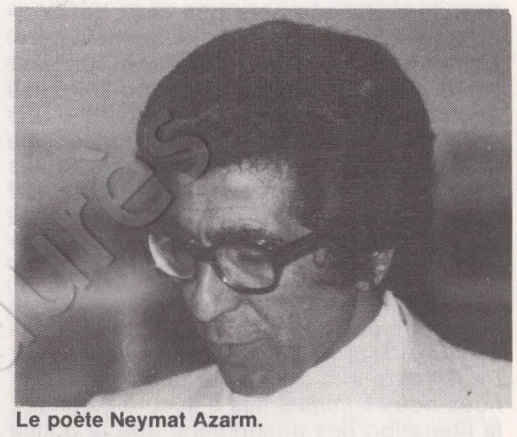
Les Iraniens ne perdent pas le sens de l'humour, dernière défense contre la bêtise et la répression, et l'un d'entre eux leur répondra : « Je ne crois pas que c'est à coups de bâton que vous le rendrez éternel. » Il les a laissé bouche-bée. Bilan de cette opéra-

→



Les raffineries de pétrole d'Abadan.


« Patriotes » défilant pour l'anniversaire de la Révolution blanche


Le poète Neymat Azarm.

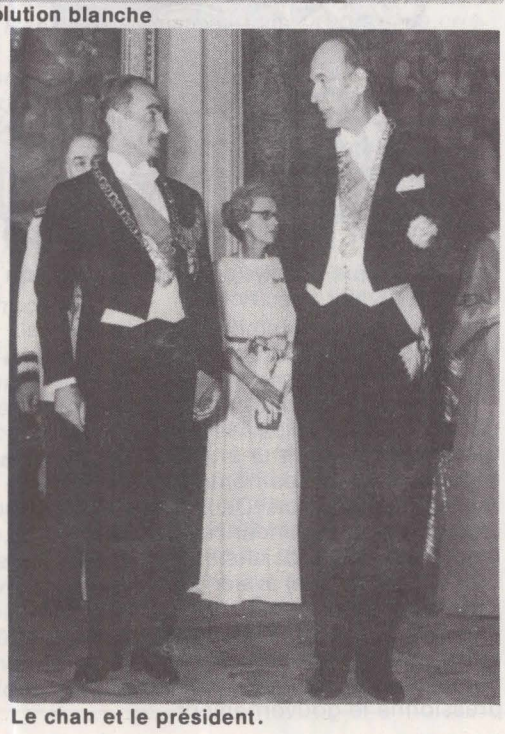
→

tion : trois cents blessés recensés, dont quarante-quatre avec fracture. Cinq cents voitures saccagées et pillées.

Mais qui sont les « ouvriers patriotes » ? Les témoignages sont accablants : ils sont venus dans au moins quatorze bus loués à la compagnie des autobus de Téhéran. Ils étaient donc entre sept cents et plus d'un millier dont la presse du chah osera dire qu'ils se sont réunis spontanément. Ils disposaient d'un matériel très sophistiqué de communication. Ils bénéficiaient de la complicité des forces de l'ordre en uniforme : certaines personnes se sont fait rosser sous le regard indifférent des flics. Plusieurs casernes de gendarmerie étaient stationnés à proximité, deux civils semblaient diriger les opérations d'un poste de gendarmerie voisin ; mais les assaillants, quand ils leur demandaient des ordres, les appelaient : « mon colonel » et « mon général ». Ils agissaient par unité de dix ou quinze. Les victimes ont repéré deux groupes : l'un, vêtu de jeans et de rangers marron, utilisait des bâtons courts à lanières inconnus en Iran ; l'autre, en costumes de qualité médiocre, était doté de bottes noires et de bâtons longs ordinaires. Touche humanitaire cynique : des ambulances attendaient à proximité.

« Ce qui m'a fait froid dans le dos, m'a dit l'un des participants à la réunion de la route de Karadj, c'est de constater que ces hommes avaient tous des brassards du parti unique. J'ai vraiment eu le sentiment insoutenable que le chah était en train de constituer ses sections d'assaut à l'image de celles de Hitler. »

Le lendemain, 23 novembre, la police allait arrêter chez lui un intellectuel, Behazine, ancien membre du parti Toudeh (P.c.). Mais, au lieu de lui reprocher ses activités politiques, les policiers ont ramassé les tuteurs des arbustes de son jardin et, après avoir photographié ces « pièces à conviction », l'ont accusé de bris de vitrines lors de la manifestation du 15 novembre. « L'arrestation d'un intellectuel est un acte de censure, m'a dit l'un de ses amis. Il est inquiétant qu'il ne se fasse plus officiellement. »


Le chah et le président.

C'est à la demande expresse de tous mes interlocuteurs que je suis resté, dans cet article, très près des faits de ces quinze derniers jours. Il s'agit de montrer d'abord par des témoignages irréfutables l'existence quotidienne de la répression en Iran. Ces faits parlent d'eux-mêmes. Jadis, les agences de presse étrangères pouvaient au moins communiquer des informations sur les méfaits de la Savak, sur les exécutions des opposants politiques. Aujourd'hui, le chah, qui semble tâtonner, bloque toute information conformément aux conseils de l'ambassadeur américain. Il cherche son style. Une série de conclusions s'imposent pourtant, que je me contenterai d'énoncer rapidement.

Le régime est au bout du rouleau. Reposant sur l'arbitraire et la corruption, il est de plus en plus mal supporté. La fondation Pahlavi, deuxième entité économique de l'Iran après la Société nationale des pétroles, organise le racket pour la famille du chah. Son frère, par exemple, gros producteur d'opium, s'est vu décerner la médaille du meilleur agriculteur. Le groupe du pouvoir est si restreint qu'il faut téléphoner à l'impératrice Farah lorsqu'elle prend des vacances en Suisse pour lui demander l'autorisation de tailler les arbres des avenues du centre de la capitale.

Depuis quelques mois, des parlementaires nord-américains (y compris le vice-président Walter Mondale avant son élection...), Amnesty International, qui a recensé entre 40 000 et 100 000 prisonniers politiques en Iran, ont essayé de lever le voile de silence dont le chah recouvrait son pays.

Alors que le président Carter lance une offensive justifiée concernant la défense des droits de l'homme en Union soviétique, il est bien obligé de constater que ses alliés privilégiés de par le monde ne sont pas des modèles de démocratie. Pour que sa démarche

n'ait pas l'air trop insolente, il a été obligé de demander au Chili, à l'Argentine, au Brésil, à l'Iran, etc., non pas de cesser toute répression, ce qui mettrait en danger la domination américaine sur ces pays, mais de trouver de nouvelles formes. Après la vietnamisation de Johnson et Nixon, nous assistons à une « latino-américanisation » de la répression dont la principale caractéristique est qu'elle s'exerce dans l'ombre grâce à de prétendus civils, ce qui permet au gouvernement en question de conserver une façade à peu près propre.

Mais, face à Carter, le chah bénéficie, grâce au pétrole et à l'argent qu'il en tire, d'une très grande marge de manœuvre. Il semble donc avoir obtenu la bénédiction du président nord-américain pour continuer à réprimer le peuple d'Iran en se contentant de changer de forme.

La situation iranienne est inquiétante, à un double titre : tous les opposants que j'ai rencontrés sont conscients que les coups de bâton d'hier n'ont rien de terrible, mais ils pensent que demain les « disparitions », c'est-à-dire les exécutions sommaires, vont se multiplier. Plus grave encore, cette opposition est en quelque sorte lobotomisée. « Le chah a toujours très bien su qui il fallait supprimer », m'a-t-on souvent dit. Le résultat est que cette opposition reste divisée, qu'elle connaît mal certaines réalités du pays, qu'elle a du mal à être une véritable force de propositions. Son enfer est quotidien. On m'a souvent raconté le cas d'anciens prisonniers qui, à leur libération, étaient constamment suivis d'un agent de la Savak qui ne se cachait même pas, mais leur interdisait par sa présence toute espèce d'activité politique. Certains en sont devenus fous ou ont sombré dans l'alcoolisme.

Mais l'espoir n'est pas mort. Tout le monde est convaincu que le chah est au bout de sa course. « Après les tremblements de terre, certaines maisons restent debout, m'a raconté un ami, elles font illusion, mais leurs fondations sont lézardées et elles ne tardent pas à s'effondrer. C'est un peu la situation du chah. » Je trouve personnellement cette vision optimiste. Mais un petit détail me paraît significatif : dans la nuit du 15 au 16 novembre, alors que les étudiants occupaient l'université, des habitants des quartiers populaires du sud de Téhéran ont passé la nuit sur la place publique en signe de solidarité.

Il est important d'ajouter que nous pouvons faire quelque chose pour aider les victimes du chah. Il suffit pour cela d'ouvrir les yeux sur les réalités de son action économique et politique, d'en parler aussi souvent qu'il est possible. Mes interlocuteurs m'ont à plusieurs reprises dit qu'à leurs yeux la situation de l'Iran mérite la constitution d'un tribunal Russell chargé de révéler les exactions de celui qui ose encore ajouter le qualificatif « éclairé » au nom largement mérité de despote.

FRANCIS PISANI

LE PREMIER CLIENT DU PENTAGONE

La stratégie militaire de l'Iran dans le Golfe n'est pas seulement de garantir la liberté de navigation, donc l'exportation du pétrole, mais aussi d'assurer l'hégémonie des Etats-Unis sur les pays riverains et de permettre leur pénétration économique par Iraniens interposés. Mais, pour cela, il faut être militairement le plus fort.

Depuis 1975, l'Iran est le premier client du Pentagone pour l'armement, ayant déjà englouti près de 15 milliards de dollars (soit 75 milliards de francs) en achats de matériel militaire américain. Rien qu'à la fin de la dernière année fiscale, le chah avait commandé pour plus de 5 milliards de dollars d'armements (soit le quart du budget de l'Etat — ou près de 25 % du P.n.b., comparé à 5 % pour la France !).

Suréquipée et armée jusqu'aux dents de matériel militaire ultra-sophistiqué, l'armée du chah est pourtant incapable d'assurer sa propre défense, « ne serait-ce qu'un jour » — comme le révèle le Sénat américain —, sans le concours indispensable de conseillers détachés par Washington. Une fois de plus, la dynamique de la dépendance iranienne aux Etats-Unis est claire. Aujourd'hui, plus de quarante mille Américains font office de « conseillers » de l'armée iranienne. La plus grande concentration « officieuse » de militaires américains en dehors des U.s.a. C'est là que l'économie rejoint la politique ; car, à part l'évident recyclage des pétrodollars iraniens dans l'industrie d'armements d'outre-Atlantique, la présence même des militaires américains en Iran nécessite une justification, tant à l'égard de l'opinion publique des Etats-Unis qu'envers l'Union soviétique. Le rôle du chah devient ici capital.

Le perfectionnement du matériel acheté à l'Amérique est tel que la présence du personnel américain en Iran devient alors logiquement « indispensable » pendant des dizaines d'années pour apprendre aux Iraniens comment le faire fonctionner. Et, puisque le chah ne cesse d'acheter du matériel de plus en plus sophistiqué, les « conseillers » américains ne cessent d'affluer « pour former les Iraniens au maniement des armes ». Un prétexte ingénieux, mais qui ne trompe personne. Surtout pas l'U.r.s.s.

Pourtant, si l'accroissement des achats d'armes américaines par le chah justifie — sur le plan technique — la présence en Iran de milliers de militaires américains, sur le plan stratégique ceux-ci jouent le rôle d'une armée camouflée, protégeant le pétrole du golfe Persique, soutenant le régime du chah contre son opposition intérieure et épiant le flanc sud de l'Union soviétique. Disposant, grâce au chah, d'un arsenal perfectionné à portée de la main, les militaires américains sont prêts à intervenir à tout instant. Même en uniforme de l'armée iranienne.

Cependant, tout cela n'est aujourd'hui payé que par les revenus pétroliers. Or, au rythme d'extraction actuel, le pétrole iranien ne durera que deux décennies et encore. Et après le pétrole ? Compte tenu de la destruction totale de l'appareil de production national, l'Iran ne sera plus qu'un grand désert.



Conseillers et matériel américains, à Ispahan.

ITALIE : LES "B.R." TIRENT POUR TUER

« Tout augmente : les prix et les assassinats » Désormais les « Brigades rouges » tirent pour tuer

De notre correspondant

« Il faut que les citoyens collaborent avec les forces de l'ordre pour isoler les violents », déclarait la semaine dernière Ugo Pecchioli, « ministre de l'Intérieur » du P.c.i., au quotidien « la Repubblica ». L'offensive tous azimuts lancée par les « Brigades rouges » inquiète d'autant plus les partis politiques italiens qu'elle marque une escalade brutale dans la stratégie de la tension.

Carlo Casalegno, vice-directeur de « la Stampa », le grand quotidien libéral de Turin, atteint de quatre balles à la tête, est mort : les « Brigades rouges » avaient tiré pour tuer. Jusqu'ici, pourtant, les journalistes considérés comme « laquais du Pouvoir » — cinq en quelques mois, dont le très réactionnaire Indro Montannelli, mais aussi le critique cinématographique torinois de « l'Unita », le quotidien du P.c.i. — n'avaient été tirés qu'aux jambes. En guise d'avertissement. C'est la première fois que les B.r. décident de « hausser le tir » sur une cible qui ne soit pas directement impliquée dans l'appareil judiciaire ou policier de l'Etat. Un jour plus tard, à Gênes, les B.r. revendiquaient l'attentat contre Carlo Castellano, dirigeant de l'Ansaldo (entreprise métallurgique para-étatique) et responsable local du P.c.i. Nouvelle escalade, nouvelle victime qui s'ajoute aux neuf cadres locaux de la Démocratie chrétienne abattus d'une rafale dans les jambes depuis juin et à la dizaine de cadres de l'industrie (sept rien que pour la Fiat) qui ont subi le même sort. Prenant comme cible le tout-venant de l'appareil étatique et industriel, les B.r. cherchent à faire naître dans la D.c. et dans les couches moyennes des états d'âme plus conservateurs. Stratégie du pire, qui voudrait se justifier, a posteriori, par un renforcement autoritaire de l'Etat ; par une « germanisation » de l'Etat italien.

Un tel virage dans l'opinion s'amorcerait-il ? Certes, des cadres de la Démocratie chrétienne, maires, conseillers municipaux, députés, ont découvert la très ambiguë notion de « sympathisants des terroristes » et d'« alliés objectifs ».

« D'un côté, on attaque la D.c. sur un plan moral et politique ; de l'autre, par les armes. Si les deux faits ne sont peut-être pas directement liés, ils sont en tout cas les deux faces d'une même médaille », déclarait par exemple Franco Mazzola, responsable pour la D.c. des problèmes d'ordre public. Il accusait les journaux de faire du « scandalisme » et citait l'« Expresso », « Panorama », etc. Pourtant, la direction de la D.c. n'a pas suivi. Dans le débat au Sénat sur l'ordre public, le parti gouvernemental a réaffirmé qu'il n'était pas question de voter des lois d'exception, mesures qui légitimeraient le terrorisme, et qu'il suffisait d'appliquer avec rigueur les lois actuelles. Ce refus de créer un climat de guerre civile est aussi celui du P.c.i. Mais défendre l'ordre démocratique implique pour les communistes une mobilisation de masse, comme à Savonna en 1974 quand les comités de vigilance ont déjoué les plans de terreur aveugles des fascistes. Il ne s'agit, certes, pas de créer des milices populaires, mais, explique Pecchioli, « les citoyens doivent accomplir leur devoir de citoyens. La défense de l'Etat démocratique est aussi leur tâche, non exclusivement celle de la police. Si dans une usine, comme c'est arrivé à Siemens, à Fiat, il y a des groupes violents ou complices de violence, c'est le devoir des travailleurs de les dénoncer ».

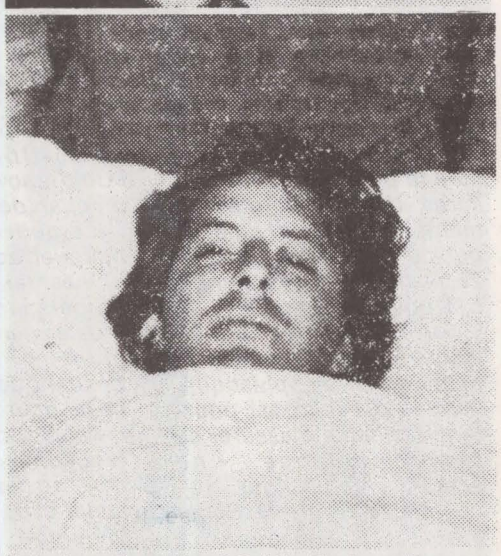
Le thème de la défense de l'ordre existant et les perspectives de l'accord à six suffiront-elles à mobiliser les masses ? « Ces appels à la collaboration risquent de n'être compris que comme simples invitations à la délation s'ils ne sont pas accompagnés de signes clairs de changements politiques », explique un magistrat, Stefano Rodota. Les aléas d'une telle stratégie, dans un pays où l'on ne trouve ni le « consensus allemand » ni beaucoup de respect pour les institutions, sont apparus tragiquement à la Fiat, ce symbole de la classe ouvrière italienne.

Les deux heures de grève qui devaient marquer la solidarité des travailleurs de la Fiat ont été un échec. « Ils tuent les bourgeois, on doit faire grève ; quand ils tuent un camarade, non ! »... « Sur nous, travailleurs, ceux des Brigades rouges n'ont jamais tiré ! »... « Tout augmente : les prix et les assassinats », sont les réponses faites à un journaliste de « la Repubblica » venu en quêter sur le climat à la base. Mieux, la manifestation des 200 000 métallos venus le vendredi 2 décembre à Rome a montré que ces derniers n'étaient prêts à « lutter contre le terrorisme » que si, d'abord, des réformes économiques étaient entreprises.

Cette « apathie ouvrière » est ce qui inquiète le plus le P.c.i. Elle montre qu'au-delà des hypothèses sur la manipulation de la terreur par les services secrets étrangers, le problème du terrorisme et de son isolement est très lié aux transformations sociales et politiques que plus d'un tiers des Italiens ont attendues du soutien apporté par le P.c.i. au gouvernement. La polémique de juin dernier entre Leonardo Sciascia et le P.c.i. — le premier se désintéressant du sort d'un Etat en décomposition et le second répondant que, si l'on veut transformer les institutions, encore faut-il qu'il en reste quelque chose — est donc « descendue dans l'usine ».

MARC SEMO





Salvatore Saporito et Publio Fiori, après un attentat.

changer la vie politique en France

Pour un « bon choix » d'un million de Français

Dans une lettre qu'il leur a envoyée le 5 septembre, Valéry Giscard d'Estaing s'est davantage adressé aux Français établis à l'étranger — ils sont plus d'un million — en « leader » de la majorité qu'en président de la République. Le ton flatteur employé, l'allusion aux quelques mesures prises en leur faveur et l'insistance avec laquelle il a souligné : « Pour les prochaines élections législatives, vous pourrez vous inscrire sur la liste électorale de toute commune de votre choix, même si vous n'y avez aucune attache, à la seule condition qu'elle compte plus de trente mille habitants »... manifestaient un souci électoral évident.

Georges Sarre, conseiller socialiste de Paris, s'est inquiété de ce que cette circulaire électorale choquante, signée du président de la République, soit véhiculée par l'administration des Affaires étrangères au mépris de la neutralité qui lui est imposée. Sans compter que chaque ambassadeur a reçu l'ordre d'y joindre une seconde lettre, signée de sa main, dont le texte est le même pour tous les pays, afin d'achever d'orienter les Français à l'étranger vers « le bon choix ». Le député socialiste André Boulloche a donc demandé à Louis de Guiringaud s'il comptait autoriser la communication des « options autres que celles du président de la République » aux Français de l'étranger, par les mêmes voies.

Devant la pauvreté de la « réponse » apportée le 2 décembre par... le secrétaire d'Etat au Logement, Jacques Barrot, à la question, Boulloche a ajouté : « Il y aurait une quarantaine de circonscriptions où la victoire de la gauche peut être acquise de justesse si aucun élément extérieur mis en jeu ne vient fausser l'issue du scrutin. (Les) formations (de la majorité) qui disposent de mandataires sûrs les mettent à la disposition des associations qui, comme l'Union des Français de l'étranger, vont collecter les mandats. Ainsi, le tour est joué. Et ce que l'on présente comme une facilité donnée pour l'exercice d'un droit devient une arme de plus dans la panoplie des stratèges électoraux. »



70 Algériens assassinés en six ans

Le 2 décembre, à 9 h 30, Laïd Sebaï a été abattu d'une dizaine de balles par deux hommes qui ont réussi à s'enfuir. Cet Algérien de quarante-six ans, père de sept enfants, a été assassiné alors qu'il s'apprêtait à quitter les locaux de l'Amicale des Algériens en Europe, qui l'employait comme gardien de nuit.

Selon certaines hypothèses, les meurtriers pensaient avoir pour cible le propre président de l'Amicale, Abdelkrim Gheraïeb, ami personnel du président Boumediène. Cet acte raciste et xénophobe a été revendiqué par un certain « commando Delta », du nom des tueurs de l'O.a.s. en 1961 et 1962. Prétendant agir pour obtenir avant le 4 décembre la libération des Français détenus par le Polisario, ce commando a ajouté que, passé cette date, il s'attacherait à « rendre la vie intenable » dans notre pays aux immigrés algériens.

Malheureusement, le geste odieux de ces nostalgiques de la colonisation n'est pas isolé. L'Amicale a dû organiser depuis six ans le rapatriement en Algérie des corps de soixante-dix Algériens « victimes d'attentats politiques en France ». Les 4 et 29 novembre, des attentats à l'explosif ont été commis contre les locaux d'Air Algérie et de l'Office algérien du tourisme. Le 4 décembre, à 3 h 30, une charge de plastic explosait dans un foyer de Morange-Silvange, où sont hébergés quatre cent soixante ouvriers, en majorité immigrés, heureusement sans tuer personne. Dans la nuit du 4 au 5 décembre, une autre explosion a ravagé un café à la clientèle en majorité maghrébine.

Ces attentats ignobles et leur actuelle recrudescence ne paraissent pas émouvoir outre mesure les pouvoirs publics. Et on peut se demander pourquoi, malgré les menaces bien réelles qui planent sur la première communauté de travailleurs étrangers en France, la police ne consacre pas à la recherche des membres du « commando Delta » des efforts à la hauteur de ceux consentis pour retrouver dans l'Est les meurtriers de Hanns Martin Schleyer, leader du patronat allemand.

Comment s'étonner si la communauté algérienne en France connaît une vive inquiétude ? Surtout que, lorsque par extraordinaire la police arrête certains criminels racistes, la Justice fait preuve à leur égard d'une mansuétude effarante : non-lieu dans l'affaire de l'attentat contre le consulat d'Algérie à Marseille (il avait fait quatre morts et une vingtaine de blessés) et, le plus souvent, sursis dans d'autres affaires.

Quel contraste lorsque l'on considère les cinquante mille Français qui vivent en Algérie et n'ont jamais été inquiétés ! Le regain de tension provoqué par notre gouvernement dans ses rapports avec l'Algérie, à propos des six otages du Polisario, n'a rien changé dans les relations de la population algérienne avec les coopérants français. Leur sécurité est totalement garantie.

Déplorant et s'étonnant qu'il n'en aille pas de même en France, de nombreuses organisations ont condamné le crime raciste dont a été victime Laïd Sebaï. Au nom du Parti socialiste, Lionel Jospin et Jean Le Garrec ont « dénoncé cet acte sanglant qui survient alors que se développe une campagne contre l'Algérie »... campagne « avec laquelle le gouvernement est loin d'avoir pris ses distances ».

Le P.s. a participé à la démarche des partis de gauche et des syndicats à l'Hôtel Matignon, ainsi qu'au meeting commun de protestation, jeudi 8, à la Bourse du Travail de Paris.

La piscine de Dassault

Tel un seigneur féodal sur ses terres, Marcel Dassault est descendu de sa Mercedes samedi pour venir faire don de la piscine qu'il a offerte à la ville de Beauvais. Son chapeau vissé sur le crâne, ses petites lunettes, son écharpe autour du cou et le paletot bien boutonné, le richissime député avionneur de Beauvais-Nord-Est a affronté le froid sec qu'il craint tant.

Son sourire glacé barrant son visage diaphane, « Pépé », de sa voix chevrotante, a ânonné quelques mièvreries tellement débiles qu'on se demande comment ceux qui étaient présents ont pu garder un instant leur sérieux.

Cela ne serait rien si, derrière toutes les prodigalités que dispense « Pépé », ne se cachait le commerce des armes. Dassault vit du système. Il en use et il en abuse. Il en tire le sang-argent qui irrigue toutes ses entreprises. Dans un mois, il fêtera ses quatre-vingt-six « printemps »... Qu'a-t-il à dire, à part son histoire personnelle — qui n'a d'intérêt que celui de l'anecdote ? Rien, car Marcel Dassault est un homme du passé dont l'argent donne encore quelque consistance à ses vieilles lunes.

L'intelligence réussira-t-elle à venir à bout de cette énorme puissance financière qui saupoudre la circonscription de Beauvais-Nord, transformant les élus municipaux et les populations en mendiants ?

Les électeurs, en mars prochain, donneront leur réponse à cette question.

● L'Institut socialiste d'études et de recherches (I.s.e.r.) vous invite aux journées-débats des 17 et 18 décembre 1977 à l'A.g.e.c.a., 177, rue de Charonne, sur le thème :

« Quel socialisme pour les femmes ? »

Ces deux journées seront ouvertes par Yvette Roudy et closes dimanche, à 18 h 30, par une intervention de François Mitterrand.

changer la vie sociale

Le 1er décembre, secteur par secteur

▶ A la S.n.c.f. la grève — selon la direction — a été diversement suivie. D'après elle, 35 % de grévistes. Mais, au total, 60 % du trafic a été interrompu sur les grandes lignes et sur les réseaux de banlieue dans la région parisienne.

▶ Aux Charbonnages de France : là aussi, grève moins suivie que le 24 mai dernier, selon la direction. Il n'empêche que, parmi les mineurs de fond, 25 % des mineurs du Bassin du Nord-Pas-de-Calais ne sont pas descendus, 35 % en Lorraine et 70 % dans le Centre-Midi.

▶ Aux P.t.t. : le ministère n'a recensé que 34 % de grévistes contre 55 % lors de la journée du 24 mai. En fin d'après-midi, les syndicats estimaient, pour leur part, à plus de 120 000 le nombre des postiers en grève. Soit 45 % des effectifs.

▶ Dans l'éducation nationale : la Fen a retrouvé ses troupes des dernières grandes manifestations nationales. 72 % de grévistes selon l'administration dans l'enseignement primaire, 56 % dans le secondaire et 45 % chez le personnel non enseignant. Un succès incontestable.

▶ Dans la métallurgie, à cause de la Saint-Eloi, patron des métallos, les débrayages ont eu lieu le 30 novembre et le 2 décembre. En effet, le 1er, tous les métallurgistes du Nord et de l'Est voient leur salaire triplé. Dans ce contexte de chômage partiel, les syndicats ont déplacé la date de la journée revendicative.

La région d'Aquitaine emporte sans doute la palme avec 55 % de participation. A Lyon, Berliet et Paris-Rhône ont enregistré jusqu'à 70 % de grévistes. Dans le Nord et l'Est, les syndicats s'estiment satisfaits, malgré des résultats moins spectaculaires. Dans cette région, en effet, il ne se passe pas de jour sans débrayage. La métallurgie C.f.d.t. a d'ailleurs annoncé son intention d'organiser, dans la foulée, une journée d'action le 20 décembre. En attendant, elle appelle tous les métallos à faire une heure de grève tous les jours jusqu'au 15 janvier.

▶ Dans la presse : aucun journal parisien n'est paru ce jour-là. Pas même « le Parisien libéré ». Les agences de presse A.f.p. et A.c.p. ont observé également vingt-quatre heures de grève. Les trois chaînes de télévision ont diffusé un service minimum.

La France des « paradis fiscaux »

Pour les agents des Impôts, la situation, le 1er décembre, était sensiblement la même que lors du 24 mai dernier. En effet, la fédération F.o. des Impôts (comme celle des Douanes) avait appelé à la grève, contrairement aux consignes de la confédération. « La situation est grave, affirme le secrétaire du syndicat général des Impôts F.o., André Roulet. L'état de délabrement des services de la D.g.i. est tellement avancé, maintenant, qu'il affecte non seulement les conditions de travail des agents mais aussi le principe d'égalité devant la fiscalité. »



Ce ne sera bientôt plus un secret pour personne : il existe en France des paradis fiscaux. Un seul exemple : un limonadier de la Creuse paie plus d'impôt que son collègue des Champs-Elysées. Simplement parce que le manque d'effectif sur la région parisienne est tel que passer à travers les mailles du filet devient un jeu d'enfant. Le patronat et les milieux d'affaires savent ce genre de choses. Pour eux, les départements de la

Le chantage patronal contre E.d.f.

Le patronat n'a pas voulu rester en rade. Depuis l'entrée en vigueur du plan Barre, c'est la troisième fois que les travailleurs sont appelés à une journée d'action nationale. La première avait eu lieu le 7 octobre 1976, et la deuxième, à laquelle participaient tous les syndicats, le 24 mai dernier.

Sans doute furieux de constater que les travailleurs ne sont pas aussi démobilisés qu'il l'aurait souhaité, le C.n.p.f. s'est lancé à fond dans son 1er décembre à lui. Après avoir clamé à qui voulait l'entendre que cette journée était un échec complet pour la C.g.t., la C.f.d.t. et la Fen, il a subitement changé de tactique. En effet, le seul nombre des coupures de courant ne lui permettait plus, sans friser le ridicule, de raconter que la grève n'était pas suivie. Plus de 50 % de grévistes à E.d.f., un arrêt total de la production d'électricité hydraulique et une diminution de 30 % de l'électricité thermique, ça ne pouvait pas passer inaperçu. Aussi sec, avenue Pierre-1er-de-Serbie, on change son fusil d'épaule. Désormais, les grévistes mettent en péril l'économie de tout le pays. Les grands moyens d'information ouvrent largement leurs colonnes aux grands patrons. On ne voit plus qu'eux. On n'entend plus qu'eux. A les écouter, la France est au bord de la faillite.

Ce sont les grévistes d'E.d.f. qui attirent avant tout leurs foudres. François Ceyrac parle de « véritable sabotage de l'économie » et a demandé au gouvernement de prendre toutes les mesures propres à assurer le fonctionnement des entreprises affectées par les coupures de courant.

Les P.m.e., elles aussi, ont apporté leur écho à cette campagne « antigréviste ». Cette confédération a lancé un appel solennel au Premier ministre pour qu'il « mette fin immédiatement à l'anarchie qui tend à se développer, mettant en cause l'autorité de l'Etat et l'économie de la nation ». On n'hésite pas à parler de « coupures de courant sauvages ». C'est être bien mal informé : la grève des électriciens est annoncée depuis le 15 novembre.

Les P.m.i. n'ont pas voulu rester sur la touche. Ils ont convié leurs adhérents à se rassembler devant les directions d'E.d.f.-G.d.f. « pour démontrer qu'elles n'ont pas l'intention de subir passivement les décisions d'organisations irresponsables ».

Certains n'ont pas hésité à aller plus loin. A Nancy s'est déroulée une manifestation des P.m.e. Les petits patrons appellent à refuser de payer les notes d'électricité. De semblables mouvements ont eu lieu à Caen, Brest, Landerneau, Clermont-Ferrand et Château-Gonthier, entre autres.

Ce type d'initiative, comme on pouvait s'y attendre, engendre une série de réactions poujadistes de divers commerçants et artisans : à Clermont-Ferrand, des boulangers sont allés vider leurs sacs de farine au centre de distribution E.d.f. De toutes parts, les pressions contre les grévistes se multiplient. Le groupe socialiste d'entreprise signale même que la direction d'E.d.f. est abreuvée de lettres de protestation émanant d'industriels ou de commerçants, toutes rédigées sur le même modèle.

De là à penser qu'une mise en question du droit de grève à E.d.f. se prépare, il n'y a qu'un pas, que les syndicats franchissent. La C.g.t. et la C.f.d.t. ont déjà annoncé que toute restriction dans ce domaine entraînerait des réactions à la mesure de cette violation d'un droit fondamental des travailleurs.

« couronne » parisienne présentent presque les mêmes avantages que Monaco ou Panama.

C'est aussi pour protester contre ces atteintes à la justice que les employés des Impôts sont descendus dans la rue en aussi grand nombre. Pour la D.g.i., qui regroupe soixante-quinze mille agents, on estime que la participation moyenne tourne autour de 45 %. Dans certaines régions, elle a même atteint 60 % comme en Bretagne, avec une pointe de 80 % dans le Morbihan.

Sur les banderoles, toujours les mêmes slogans contre Barre et sur la pénurie d'effectif. Les agents parisiens l'ont étalé en toutes lettres : pour 1977, quatre cent soixante-seize postes débloqués alors qu'il en faudrait douze mille.

10 000 à Marseille, sous la pluie

A Marseille, une pluie torrentielle n'a pas empêché le cortège du 1er décembre d'occuper la Canebière pendant près de deux heures. La presse régionale a recensé près de dix mille parapluies et un flot de manifestants qui n'en finissait plus de s'écouler jusqu'à la place Sadi-Carnot.

Les transports en commun et la distribution du courant électrique ont été les deux secteurs les plus touchés. Ainsi, le métro, inauguré depuis moins d'une semaine, a marqué un jour d'arrêt total. Le tramway n'est pas sorti du dépôt. Une dizaine d'autobus seulement ont roulé ce jour-là, contre quatre cents en service habituellement. A la Régie des transports de Marseille, on estime que la grève a été suivie à 90 %.

1er décembre très suivi dans l'Aube

Grève boudée par les travailleurs, au dire du gouvernement. Simplement pour le département de l'Aube, le journal « Libération Champagne » faisait le 2 décembre un point rapide de la situation. Dans le secteur privé, une série d'entreprises ont été largement touchées par les débrayages : 97 % de grévistes chez Bonbon ; 85 % chez T.m.t. ; 80 % chez Fram ; 65 % chez Poron ; 70 % chez Bollore ; 58 % chez Forclum ; 80 % chez Mauchauffée.

Un bilan loin d'être définitif. Pour l'éducation nationale, plus de 70 % de grévistes, en moyenne, ont été enregistrés dans ce département, avec des « pointes », par exemple aux C.e.s. d'Aix-en-Othe et de Brienne (90 %) ou de Saint-André. De nombreuses écoles étaient fermées le 1er décembre.

Aux P.t.t., le mouvement a été diversement suivi. Dans les postes et à la distribution, où une grève avait déjà eu lieu quinze jours auparavant, le nombre des participants n'a pas dépassé 20 %. En revanche, on compte 65 % de grévistes aux télécommunications et au service des lignes.

Pas de petites économies...

« En vous adressant, ci-joint, une lettre de nomination en qualité de..., je me permets d'attirer votre attention sur le fait que l'administration universitaire ne bénéficie pas de la franchise postale pour les relations avec les usagers. Il ne vous a pas été demandé, non plus, la fourniture d'enveloppes timbrées. Le présent envoi a cependant été effectué et affranchi par les soins de nos services afin de ne pas vous imposer le paiement d'une surtaxe. Je vous serais obligé de bien vouloir me faire parvenir, en même temps que l'accusé de réception ci-joint, la somme de 2 F en timbres en contrepartie des frais d'envoi et d'imprimés engagés par l'administration. » C'est signé du secrétaire général de l'académie de Lyon, et tous les maitres auxiliaires en ont reçu un exemplaire. Sans commentaire.



dipapacéquoi par Piem

...Alors, Lecanuet prit la parole, et le baromètre descendit au-dessous de zéro.

« C'est normal ? demanda l'enfant »

— C'est radical », répondit le père.

Le froid devint si fort sur l'ensemble du pays que l'on assista à des scènes étranges. On prétendit, entre autres choses, que Me Klaus Croissant avait été extradé froidement à grands coups de marrons glacés et l'eau en gela dans les sceaux du garde.

Les stalactites pendaient comme un chah d'Iran. Le vain chaud du soldat refroidissait dans la gourde de Bourges.

Le Conseil des ministres fut congelé jusqu'aux législatives, et la France n'y vit que du feu. A l'Hôtel de Ville Chirac mis son écharpe de laine qu'il avait jadis mangée sur le dos de d'Ornano, pendant que, sur la place, plissait, glacé, le mérinos.

Au palais de l'Elysée, où seul le froid régnait, on dut rallumer dans les cheminées les grands feux de bois des causeries du passé. Le verglas remplaçait le vert galant et la présidente tricota pour son illustre époux quelques passe-montagne pour accoucher d'une souris.

« La France veut être gouvernée aux cendres », déclara Valéry à l'occasion d'une grog-party donnée en l'honneur des ramoneurs présidentiels. Ils faisait grand froid, et le sourire de Lecanuet se figea encore un peu plus.

Le Stoleru des travailleurs manuels faisait claquer ses engelures.

Le baromètre économique descendit plus bas que terre, et la glace recouvrit la mare aux grenouilles.

En un seul endroit du territoire frissonnant la température restait confortable. A Matignon. Raymond Barre, tout emmitouflé de sourires béats, ignorant la baisse du thermomètre, regardait monter l'indice des prix. La flambée crépitait joyeusement dans l'âtre, et les flammes venaient lui lécher servilement les pieds. Le plan Barre flambait et la fumeuse inspiration se dissipait en panache.

La température descendit à moins 40. Lecanuet, en claquant des dents, les perdit une à une.

L'enfant s'en fit un grigri pour les élections à venir.

changer la vie culturelle

Libre Parcours

Le prochain « Libre Parcours » d'Eve Griliquez devait être enregistré au Théâtre de l'Est parisien le 8 décembre à 20 h 30. Au programme, on trouve de la chanson française : Pia Colombo, Eric Vincent, Emi Lloret et Yves Duteil ; de la chanson étrangère : Sven Bertil Taube (Suède) ; du folk : Talila et l'Ensemble Kol Aviv (chansons yiddish), Una Ramos (keña andine) et Tran Quang Hai (musique vietnamienne) ; de l'humour enfin : Francis Lemaire. Le spectacle sera diffusé en trois fois sur France-Culture, les 3, 10 et 24 janvier 1978, à 13 h 30. Les émissions « Libre Parcours » des 13 et 20 décembre diffuseront le spectacle précédemment présenté au T.e.p. : Marie-Josée Vilar, Francine Rives, Michel Fontaine, Xavier Germet, Charles Charras, Manduka, Claire Bernard et Bertrand Cazeneuve. Le 27 décembre l'émission de 13 h 30 sera entièrement consacré au Québécois Raoul Dugay et celle du 17 janvier à la chanteuse des Cornouailles Brenda Wootton (voir notre numéro 272).

Eve Griliquez, la productrice et présentatrice de « Libre Parcours », a créé le 25 novembre dernier à la maison de la culture de La Rochelle un spectacle intitulé « Omajakeno » (lisez : Hommage à Queneau), avec le chanteur Jean-Caude Monnet. France-Culture assurera la diffusion radiophonique de cette création dans le courant de février 1978, dans le cadre de l'émission la Musique et les hommes.

Lavilliers choisi par les disquaires

Chaque année, c'était la coutume, l'Association des disquaires de France donnait son prix à un musicien classique. En l'an 1977, elle innove : en distinguant la chanson. Elle a porté son choix sur Bernard Lavilliers. Un « barbare », prix des disquaires ? Pourquoi pas ?

Cette distinction n'apporte certes rien à son bénéficiaire.



Pia Colombo, vue par Solo.

Mais elle est révélatrice d'un raz de marée : il y a deux ans, quand on demandait un album de Lavilliers à un disquaire, il ouvrait de grands yeux ronds ; aujourd'hui, tous les disquaires connaissent ce nom. Ils savent bien, eux, que toutes les têtes de liste des hit-parades sont en train de se faire déborder par un Stéphanois aux cheveux fous.

Le « phénomène » Lavilliers n'en est qu'à ses débuts.

Le Centre dramatique de Lyon menacé ?

Le 1er juillet 1975, Robert Gironès se voyait confier la direction du Centre dramatique national de Lyon. Il remplaçait Marcel Maréchal, lui-même nommé à Marseille. Il était auparavant directeur d'une jeune troupe, le Théâtre de la Reprise, dont le déficit était alors de 210 000 F. Il héritait aussi du déficit du Centre lyonnais, qui se montait alors à 679 000 F. Soit un handicap financier total de 889 000 F.



Bernard Lavilliers.

Gironès pouvait espérer redresser rapidement la situation... Mais, sur une promesse de subvention de 150 000 F au Théâtre de la Reprise, le ministère de la Culture, en 1975, n'a finalement versé que 40 000 F. D'autre part, le ministère, qui avait promis une augmentation de 25 % sur trois ans aux centres dramatiques, n'a en fait accordé que 20 %. A ce manque à gagner s'ajoutent 350 000 F d'agios payés aux banques pour des emprunts destinés à couvrir le déficit ou à constituer une trésorerie... en attendant que le ministère de la Culture daigne verser les subventions annuelles.

Le contrat triennal de Robert Gironès arrive à expiration le 30 juin 1978. A cette date, le déficit du Centre dramatique national de Lyon risque d'atteindre 1 300 000 F. Le ministère acceptera-t-il de résorber les sommes déficitaires relevant directement de ses promesses non tenues et les intérêts bancaires qui en découlent? Le contrat de Robert Gironès sera-t-il renouvelé ? S'il l'était, Gironès peut-il accepter de repartir avec un trou de 1 300 000 F dans ses caisses ?

Autant de questions pour l'instant sans réponses. Autant d'incertitudes qui nous amènent à demander : le Centre dramatique national de Lyon disparaîtra-t-il en juillet 1978 ?

Souscriptions occitanes

Il n'y a pas si longtemps, Claude Marti était presque le seul chanteur occitan connu. Aujourd'hui, Ventadorn, qui pressa le premier enregistrement de Marti, sort au moins un disque par mois. Et les derniers albums distribués disent assez que musiques et chansons fleurissent à tous les horizons de l'Occitanie : le groupe Los de Nadau (Ventadorn - Per Noste VS 3 L 19) vient du Béarn ; le groupe Ferrina Floc (Ventadorn VS 3 L 31) a recueilli dans les Landes des morceaux de musique traditionnelle gasconne; Mauris et L'Ontari (Ventadorn VS 3 L 21) sont niçois ; Patric (Ventadorn VS 3 L 28) est né et vit près de Montpellier ; Jan Dau Melhau (Ventadorn VS 3 L 23) est un enfant du Limousin ; Nicola (Ventadorn VS 3 L 29) est une chanteuse provençale de La Seyne ; Maria Roanet (Ventadorn VS 3 L 10) est biterroise et Claudia Galibert (Ventadorn VS 3 L 26) est également une Languedocienne des environs de Béziers.

Assurer la production et la distribution de cette floraison ne va pas sans risques financiers. Il faut, pour tenir le coup, une bonne trésorerie. Pour cela, Ventadorn propose une vente par souscription de ses huit disques à sortir avant la fin du mois de décembre : Mans de Breish, Maria Roanet (deux albums), Patric, Ferrina Floc, Los de Larvath, Lambrusc et Frédéric Bard. Plusieurs formules sont possibles. Pour tous renseignements détaillés : disques Ventadorn, 1, rue de Lorraine, 34500 Béziers.

L'une des propositions de souscription de Ventadorn est « Cantem Nadal », de Maria Roanet, qui rassemble douze noëls différents de l'Occitanie. Les Edicions Revolum, de Toulouse, offrent de leur côté, contre 35 F franco, un album de Noël : « Las tres messas bassas, Bufola e lo lop blanc », c'est-à-dire une version languedocienne du conte d'Alphonse Daudet et un conte traditionnel occitan. Adresse : Edicions Revolum, 32, rue Pagès, 31200 Toulouse.

Réouverture du Campagne-Première

Après longtemps de tracasseries administratives, orchestrées par la Préfecture de Police de Paris, le théâtre Campagne-Première a enfin pu rouvrir ses portes. Il a d'abord présenté « les Métamorphoses d'un Québécois non identifié », de Reynald Bouchard.

Il met maintenant trois spectacles à son affiche : « l'Espoir gravé », d'Hélène Bleskine, dans la salle 1, à 20 h ; « Parade », de Jean Bois, dans la salle 2, à 21 h 15 ; et « la Matriarche », jouée par Pierrette Dupoyer, dans la salle 2, à 23 h.

Pour une majorité P.c.-P.s.

Très préoccupées par la polémique qui sévit actuellement au sein de la gauche, nous nous sommes rendues à la Mutualité le 16 novembre dernier, où se déroulait un meeting « pour l'unité P.c.-P.s. » aux élections législatives prochaines. Nous étions plusieurs milliers à écouter tour à tour un militant P.c., un militant P.s. et un militant O.c.i. Tous se sont fermement prononcés pour « l'unité » et le désistement systématique pour le candidat le mieux placé. A l'issue de ce meeting, nous avons adopté, à l'unanimité moins 15 contre et 17 abstentions, une « lettre ouverte » à Georges Marchais en lui demandant expressément d'accepter ce désistement.

Or, dans le dernier numéro de « l'Unité », nous avons été désagréablement étonnées de ne trouver, dans votre hebdomadaire, aucun article à ce sujet ! Nous avons ressenti cela comme une grave lacune ! En effet, il nous semble indispensable que tous les militants, sympathisants et lecteurs de « l'Unité » soient informés des tentatives d'union pour une majorité P.c.-P.s. et de la volonté des milliers de travailleurs et de jeunes réunis à la Mutualité.

VERONIQUE COLIN et PATRICIA GARROS, Argenteuil)

Les maternelles de Guyancourt

Dans « l'Unité » du 18 au 24 novembre 1977 (n° 271), H. Peyraud, 78400 Chatou, à la rubrique « Nos lecteurs ont la parole », donne son point de vue sur l'accueil des enfants de deux ans en maternelle à Guyancourt.

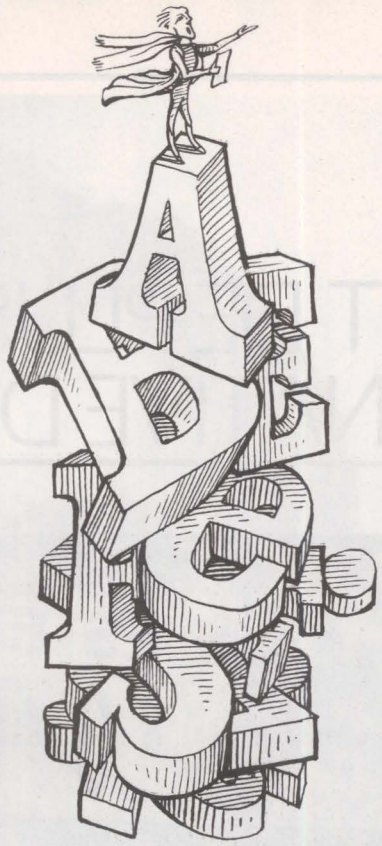
Nous pensons que les faits sont présentés d'une manière contestable ; c'est pourquoi vous trouverez normal que nous donnions la position de la sous-section de Trappes (dont fait partie Guyancourt) du S.n.i.-P.e.g.c.

En tout premier lieu, la directrice n'a subi aucune pression syndicale. Elle n'a « pas dû admettre des enfants de deux ans ». Elle a tout simplement appliqué... le mot d'ordre de son syndicat, le S.n.i.-P.e.g.c. : « Les enfants de deux ans sont admis à la maternelle au même titre que ceux de trois, quatre ou cinq ans, suivant l'ordre d'inscription. »

N'est-il pas étonnant d'apprendre par M. Peyraud que l'inspectrice « veillait » à une bonne application du mot d'ordre du S.n.i.-P.e.g.c. ! Ce n'est certainement pas ce que pensent les institutrices de sa circonscription. Bien au contraire !

S'il est exact que l'I.d.e.m. de Rambouillet enregistre le nombre record de créations annuelles, il faut savoir que c'est dû au fait que :

1° Elle administre la plus grande circonscription du département ;



nos lecteurs ont la parole

2° Cette circonscription comprend la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines : la progression démographique constante fait que les besoins en créations ne cessent d'augmenter ;

3° Si cette circonscription obtient des créations, c'est surtout grâce à la détermination des instituteurs qui appliquent le mot d'ordre du S.n.i.-P.e.g.c. (« trente-cinq par classe ») et à la combativité des enseignants, parents d'élèves et municipalités, qui ne comptent plus les actions qu'ils ont dû engager pour obtenir les ouvertures de classes nécessaires !

(MONIQUE DARCEL, Trappes)

Où est l'imagination de la gauche ?

Je ne suis pas un militant, au sens littéral du mot, j'appartiens à ces millions de Français qui aujourd'hui s'interrogent.

Comment en est-on arrivé là ? Qui a permis ou provoqué un tel gâchis ?

Les points de divergence officiels entre les partis ne permettent ni d'expliquer ni de justifier la rupture actuelle. Ce serait à la fois trop bête et trop grave. Les difficultés surmontées en 1972 n'étaient pas moins grandes. Il doit y avoir d'autres raisons, plus obscures, moins évidentes et connues des seuls responsables politiques. Où se cache la vérité, où sont les responsabilités ?

Les dirigeants du P.c.f. portent certainement une part de responsabilité dans la situation actuelle. En lançant et en finançant une vaste campagne destinée à discréditer le P.s., ils ont incontestablement contribué à affaiblir l'union. Ils éprouvent, peut-être, le besoin de défendre et de renforcer l'unité de leur parti devant une dynamique unitaire dont ils ne sont pas les maîtres ; la puissance, sans cesse croissante, du P.s. leur procure peut-être quelque dépit.

Et le P.s. ? Ne commet-il pas, pour sa part, un péché d'orgueil ?

Certes, grâce à l'action et à la dimension historique de son premier secrétaire, le P.s. apparaît aujourd'hui comme le premier parti de France.

Les élections cantonales de 1976, les municipales de 1977 ont montré une réelle poussée de ce parti, mais ces succès électoraux ont été remportés dans le cadre de l'Union de la gauche. La dynamique d'un seul parti, si puissant soit-il, peut-elle remplacer une dynamique d'union ?...

Accaparée par son débat interne, l'Union de la gauche est dangereusement absente du seul véritable combat politique auquel elle devrait consacrer ses forces. Qui parle aujourd'hui au nom de la gauche ? Où est l'imagination de la gauche ?

Et pourtant, que d'occasions offertes par le gouvernement, de confondre une majorité usée, incapable par manque d'imagination et d'audace de tenir les promesses qu'elle fait depuis vingt ans !

L'essentiel n'est pas ce qui divise, mais ce qui unit, ce qui rapproche. L'essentiel est de faire campagne contre la majorité.

Voilà les raisons d'espérer, les arguments d'une campagne, les points communs d'un programme de lutte pour une gauche désireuse de se battre et de gagner.

(M. VUILLEMIN, 25000 Besançon)

Contre l'arme nucléaire

Les partisans de toujours de l'arme nucléaire nous disent qu'elle préserve l'indépendance nationale. Cet argument gaullien, repris par le P.c., n'est qu'un mythe ne tenant aucun compte des réalités de la France d'aujourd'hui ; car, enfin, suffit-il d'une bombe atomique pour acquérir son indépendance quand on dépend, sur les plans économique et financier, de l'étranger ? Quand on est sous la domination des multinationales ? Quand on dépend pour son approvisionnement en énergie de l'extérieur ? Oui, il faut une indépendance nationale, mais elle passe avant tout par une économie solide, par une adhésion des masses à un projet politique ambitieux et novateur, susceptible de les mobiliser pour sa défense, par une politique étrangère hardie et non pas par la possession de quelques bombes atomiques dont il existe autant de modes d'emploi que d'experts militaires.

Les nouveaux convertis nous disent :

1. « L'arme nucléaire française est devenue une réalité dont il faut tenir compte. » Le programme du P.s. interdisait toute évolution sur la force de frappe puisqu'il stipulait que « le P.s. se refuse à prendre acte du fait nucléaire français ». Sur cette base de condamnation de principe de la bombe atomique, qu'il y ait une ou cent bombes, un ou cinq sous-marins nucléaires ne change rien au problème, mais pose celui de la crédibilité de la force de frappe.

2. Depuis que la force de frappe existe, à chaque fois qu'elle accroît sa puissance il se trouve toujours un ministre pour affirmer qu'enfin « notre défense passe le seuil de la crédibilité ». L'ennuyeux, c'est que, chaque fois que nous le rattrapons, ce maudit seuil fait un bond en avant, si bien que la France s'exténue à lui courir après sans jamais le rattraper.

3. « On a sacrifié l'armée classique au profit de l'arme nucléaire », « la France n'a plus d'armée conventionnelle en état de la défendre ». Cela est parfaitement exact, mais n'est pas nouveau. C'est la conséquence logique de la priorité donnée par de Gaulle au nucléaire. La situation a simplement continué à se dégrader depuis 1972.

Aucune donnée nouvelle ne justifie donc un bouleversement de la politique militaire du Parti socialiste.

(SERGE ROUDOT, Paris)

Les chalandonnettes

Militant à la section socialiste de Montpellier (9e canton), je viens vous apporter des précisions en ce qui concerne l'importante affaire des « chalandonnettes », que vous avez évoquée dans « l'Unité » n° 272, page 19.

Il est incorrect et insuffisant de dire que les occupants veulent obtenir un prêt global sans intérêt. Le fond de l'affaire réside dans la complexité des instances judiciaires en recherche de responsabilité. L'Etat veut bien prendre en charge les cinq premières annuités de prêts H.l.m. qui seraient affectés à la réparation des malfaçons. Mais il n'est pas du tout certain que les procès durent moins de cinq ans. Il faut craindre des durées bien supérieures. C'est, indépendamment de la responsabilité de l'Etat — promoteur initial de l'opération —, tout le système de l'assurance construction qui est en cause.

J'ajoute que cette affaire est suivie avec attention par les députés de l'Hérault Raoul Bayou, Gilbert Senes et Georges Frêche.

(RICHARD ROSO, Montpellier)

FELIPE GONZALEZ: "LE P.S.O.E. APPARAIT DE PLUS EN PLUS COMME UNE ALTERNATIVE DE POUVOIR"

Felipe Gonzalez, secrétaire général du Parti socialiste ouvrier espagnol, a passé quelques heures à Paris dimanche dernier à l'occasion de la Journée de l'émigrant organisée par le P.s.o.e. pour les travailleurs espagnols en France et qui s'est terminée par un chaleureux meeting à la Mutualité avec la participation de François Mitterrand. Claude Estier a rencontré Felipe Gonzalez, qui lui a accordé une interview exclusive pour « l'Unité ».



Felipe Gonzalez au cours du meeting de la Mutualité, dimanche dernier.

L'UNITE. — Il y a maintenant six mois qu'ont eu lieu les élections générales en Espagne. Un certain nombre d'événements se sont produits depuis, dont la conclusion de ce fameux accord entre tous les partis. Comment peut-on apprécier aujourd'hui l'évolution de la situation ?

FELIPE GONZALEZ. — La situation est dominée par les conséquences de la crise économique sur le processus politique. On peut dire que les élections du 15 juin ont été un point de départ pour la transformation démocratique du pays. Mais, tant que n'aura pas été approuvée la Constitution, que n'auront pas eu lieu les élections municipales et, également, les élections syndicales, le processus démocratique ne sera pas vraiment consolidé. Cette phase de transition, assez différente de celles que l'on rencontre généralement après la chute d'une dictature, est lourdement hypothéquée par la crise économique. En tenant compte de ce facteur et aussi des résultats des élections du 15 juin, qui n'ont donné la majorité absolue à aucun parti, on peut comprendre qu'il ait été nécessaire de réaliser un accord de caractère à la fois économique et politique tel que celui connu sous le nom de pacte de la Moncloa.

Il s'agit d'un accord limité dans le temps, avec des caractéristiques très particulières en matière économique, comme le contrôle progressif de l'inflation et, dans le même temps, une augmentation modérée des salaires, au même niveau que celle des prix. Parallèlement, on procède au démantèlement de l'ensemble des structures économiques du franquisme afin de mettre un terme à la protection excessive accordée par l'Etat aux groupes monopolistes du pays. Il s'agit à la fois de créer les conditions d'un contrôle efficace du secteur public et de libéraliser certains secteurs jusqu'ici scandaleusement protégés.

L'accord dans le domaine économique se complète d'un accord politique et programmatique, qui vise à liquider les institutions autoritaires du franquisme. Liquidation qui ne se réalise pas automatiquement, car l'appareil de l'Etat ne s'est pas brusquement effondré comme dans le cas du Portugal, ou même dans le cas de l'Espagne en 1931, ou encore dans le cas de la dictature nazie après la victoire de 1945. Aujourd'hui, en Espagne, l'appareil de l'Etat franquiste survit aux côtés des institutions démocratiques naissantes. La seule façon de liquider réellement le passé franquiste était de conclure un accord programmatique pour définir les nouvelles institutions et mettre en place par la voie légale une Constitution démocratique.

— On a pourtant eu l'impression que le P.s.o.e. était, au début tout au moins, plus réticent que le P.c.e. à la conclusion d'un tel accord.

— C'est en partie vrai. Car le Parti socialiste apparaît de plus en plus comme une alternative de pouvoir. Alors que le Parti communiste, à notre avis, est davantage soucieux de faire admettre sa crédibilité politique. Le P.c.e. est tombé au niveau le plus bas de sa représentativité électorale avec les 9% de voix qu'il a obtenus en juin. Si l'on retient d'ailleurs qu'il a atteint presque 19% en Catalogne, cela veut dire qu'il est nettement au-dessous des 9% dans le reste du pays. Il lui faut donc restaurer son image politique. Avec un électorat réduit, il considère que sa crédibilité est fonction de son acceptation comme interlocuteur par les autres forces politiques qui se sont exprimées le 15 juin. Naturellement, le P.c.e. est en compétition avec nous dans l'opinion de gauche, mais il tente en même temps de gagner la confiance des secteurs de la droite grâce à une politique que nous pouvons qualifier de très modérée, allant même jusqu'à la limite de ce qui serait imaginable de la part d'un parti communiste.

— Par exemple, le P.c.e. paraît plus « compréhensif » que vous à l'égard des récentes interventions de l'Eglise à propos de la Constitution...

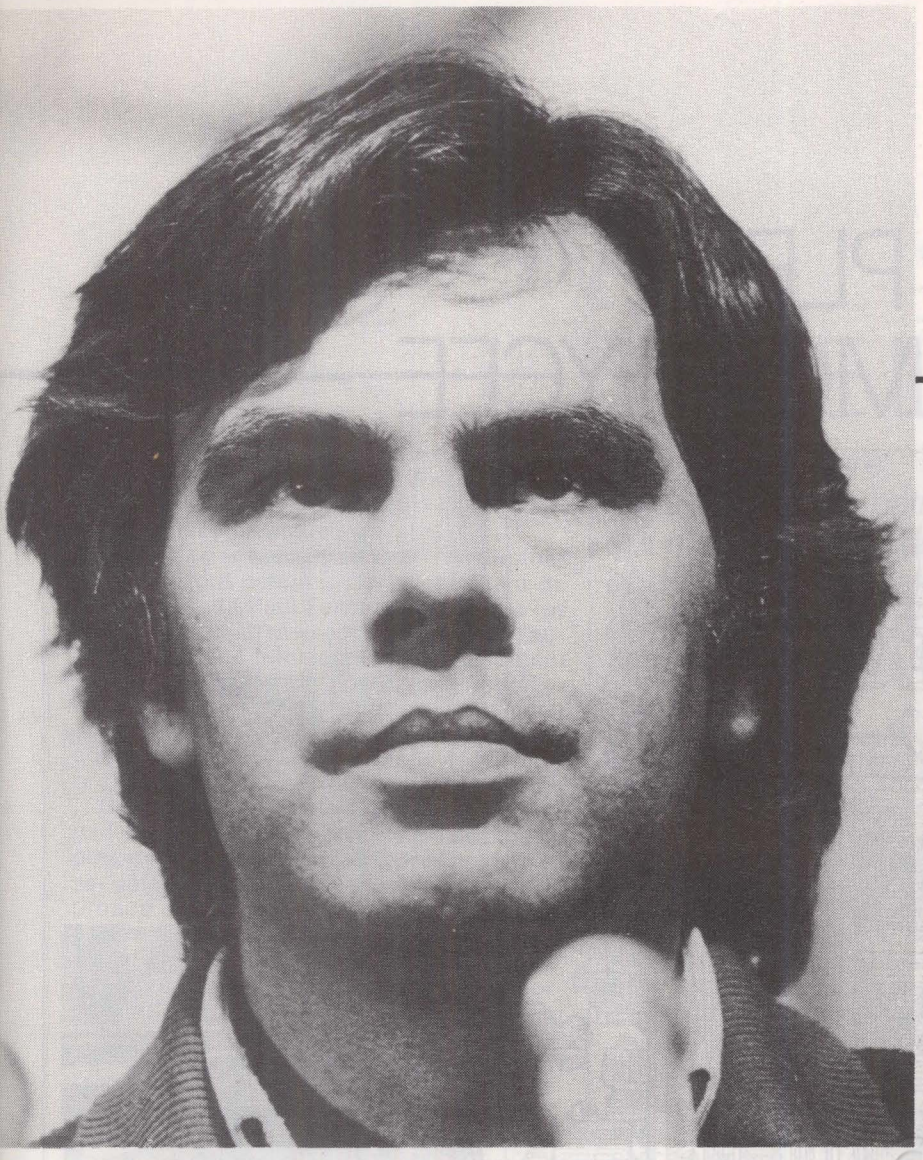
— En effet. C'est d'ailleurs un sujet de réflexion parmi beaucoup d'autres. Nous pensons, quant à nous, que l'Eglise en tant qu'institution peut parfaitement avoir son opinion sur les grands problèmes du pays. Mais elle n'a pas à exprimer cette opinion en termes politiques et à exercer ainsi une pression sur la conscience des électeurs, notamment à propos de la Constitution. Nous avons donc dit à l'Eglise, cordialement, sans agressivité, que nous n'entendons pas nous mêler de ses affaires, mais qu'elle ne doit pas, de son côté, intervenir dans les débats parlementaires et dans l'élaboration de la Constitution dont la responsabilité revient aux représentants que le peuple a élus le 15 juin. Le Parti communiste est beaucoup plus ambigu dans cette affaire en raison précisément de cette préoccupation de crédibilité qui est aujourd'hui dominante chez lui.

— Mais, pour en revenir à l'Eglise, a-t-elle vraiment une volonté de jouer un rôle dans la phase actuelle ?

— Je ne le crois pas. Mais il y a en Espagne le problème de savoir si l'Etat doit être confessionnel ou non. Si nous avions eu une tradition d'Etat laïque, ce problème n'aurait qu'une importance secondaire, car définir l'Etat comme non confessionnel n'a que peu d'intérêt du point de vue politique. Mais si l'on tient compte du fait que nous sortons d'une longue période d'Etat confessionnel — plusieurs décennies —, il est logique de vouloir exprimer aujourd'hui politiquement la séparation de l'Eglise et de l'Etat en définissant le caractère non confessionnel de celui-ci. C'est sur ce point que l'Eglise manifeste une certaine résistance.

— Quelles vont être les prochaines étapes du processus démocratique ?

— Du point de vue strictement politique, la principale bataille sera celle des élections municipales qui doivent avoir lieu entre le mois de mars 1978, qui est pour nous une date maximale, et avril ou mai si le gouvernement confirme son intention de retarder ces élections.





Ce sera une bataille décisive, dont l'enjeu est le pouvoir réel qui se trouve davantage dans les municipalités que dans le Parlement. Or, tous les sondages d'opinion indiquent à l'heure actuelle que cette bataille tournerait à l'avantage du Parti socialiste.

Aussi important sera le déroulement des élections syndicales. La structure du mouvement syndical en Espagne est telle aujourd'hui qu'en dehors de petites organisations, respectables mais sans grande audience, deux centrales se partagent l'influence majeure dans le mouvement ouvrier : l'une est proche du Parti socialiste, l'U.g.t. ; l'autre est proche des communistes, les Commissions ouvrières. Si l'U.g.t. remportait une large victoire aux élections syndicales, les socialistes disposeraient à la fois d'une forte implantation dans le monde ouvrier, dans les municipalités et au Parlement. Cela aurait une importance considérable par rapport au problème que l'on retrouve dans tous les pays de l'Europe du Sud, c'est-à-dire celui des relations entre socialistes et communistes. Le Parti socialiste ouvrier espagnol deviendrait, en effet, le parti le plus important au sein de la classe ouvrière, tant au plan politique qu'au plan syndical. Les élections syndicales vont préciser l'influence respective des deux partis de gauche, comme les élections municipales vont déterminer la balance entre la gauche et la droite.

Cela étant dit, la tâche la plus importante, dans l'immédiat, est l'application stricte des accords de la Moncloa. C'est pourquoi l'opposition, en tout cas l'opposition socialiste, va exiger du gouvernement qu'il réalise les conditions économiques de ces accords. Le gouvernement hésite à le faire car il craint de perdre son électorat de droite. Mais cela peut précisément contribuer à créer rapidement une alternative de pouvoir socialiste.

— Vous venez d'évoquer le problème des rapports entre socialistes et communistes dans les pays de l'Europe du Sud. Que pensez-vous de la crise actuelle de la gauche française ?

— J'ai l'impression que le Parti communiste français ne peut pas supporter l'idée d'un Parti socialiste fort, dans la perspective de l'accession au pouvoir. Là est le fondement psycho-sociologique de son attitude actuelle qui, vue de l'extérieur, fait apparaître une coïncidence objective de ses intérêts avec ceux de la droite. A partir de la situation espagnole, on peut avancer une autre explication : le Parti communiste craint l'arrivée au pouvoir dans une période de crise économique, où il ne sera pas question de répartir l'abondance mais de mener une politique économique qui ne pourra être que progressive et devra tenir compte, dans un premier temps, de la nécessité de changer le modèle de croissance et de développement économique.

— Vous venez d'effectuer un voyage aux Etats-Unis, où vous avez rencontré d'importantes personnalités américaines, dont Walter Mondale et Cyrus Vance. Quelles conclusions tirez-vous de ces conversations ?

— C'était la première fois que j'allais aux Etats-Unis. J'y ai fait un séjour intéressant et positif, avec des discussions parfois serrées, notamment en ce qui concerne la stratégie européenne. Les Américains, comme d'ailleurs plusieurs pays européens, sont très désireux de voir l'Espagne intégrée à l'O.t.a.n. Nous sommes d'un avis contraire. Nous voulons que soit réalisé jusqu'au bout l'accord selon lequel les bases américaines en Espagne doivent être « dénucléarisées » par le retrait de tout l'armement nucléaire de ces bases. Et que, lorsqu'on arrivera au terme de la période fixée pour ce retrait, c'est-à-dire dans quatre ans maintenant, on procède à une renégociation en fonction du nouveau rapport des forces politiques dans notre pays. Notre perspective est celle d'un engagement vers une neutralisation de l'Espagne comme contribution à une certaine neutralisation de la Méditerranée. C'est un projet ambitieux, qu'il sera difficile de faire accepter, mais que nous considérons comme parfaitement réalisable à moyen terme.

Mes entretiens aux Etats-Unis ont également porté sur des questions régionales, comme celle du Sahara, à propos duquel nous avons une position très ferme en faveur de l'autodétermination du peuple sahraoui en même temps que nous exprimons notre solidarité avec le mouvement de libération au Sahara.

Nous avons enfin discuté des relations économiques entre les Etats-Unis et l'Espagne, et particulièrement sur un fait qui n'est pas dû seulement à la crise économique mais aussi à la méfiance qu'engendre aux Etats-Unis tout changement politique en Europe. Il s'agit de la diminution sérieuse des investissements américains en Espagne, qui pèse lourdement sur notre situation économique et provoque, depuis la mort de Franco, une situation gravement préjudiciable à l'Espagne dans sa balance commerciale avec les Etats-Unis. Ceux-ci contredisent ainsi l'affirmation théorique de leur appui au processus de démocratisation espagnol.

IL PLEUT DANS MON LYCEE

Rats qui courent dans les sous-sols, fuites diverses, matériel antédiluvien... tout un lycée à refaire. Aucune chance, Raspail est un lycée technique !

« Mon copain avait mis plusieurs heures à « chiader » son dessin industriel. Tu comprends, il est en B.t.s. (1) ; alors le dessin, ça compte. Et, juste avant de finir, il y a des gouttes d'eau sale qui sont tombées du toit. Tout le boulot à recommencer. Tu imagines la joie du mec ! »

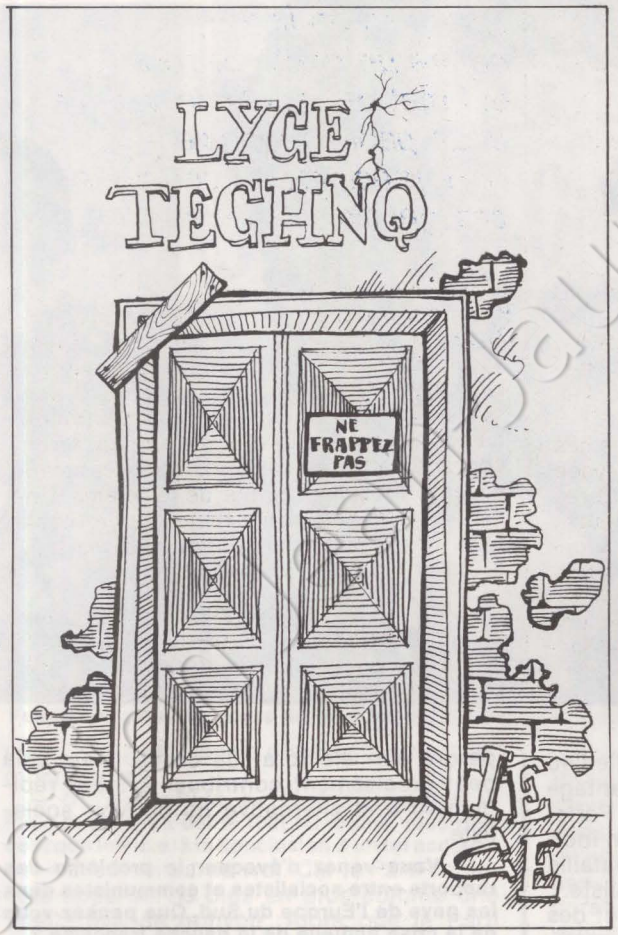
Celui qui parle ainsi, c'est Jean-Yves, lycéen du lycée technique d'Etat Raspail, à Paris (14e). Ses camarades et lui, ainsi que les enseignants et les parents d'élèves, sont engagés dans une lutte contre la dégradation matérielle de cet établissement. Les 18 et 19 novembre, ils ont fait grève. Car l'anecdote qui précède n'en est qu'une parmi des dizaines d'autres du même genre que ses camarades et lui rapportent : rats qui courent dans les sous-sols, fuites diverses dans les canalisations ; installations électriques en partie vétustes ; bref, une situation matérielle préoccupante.

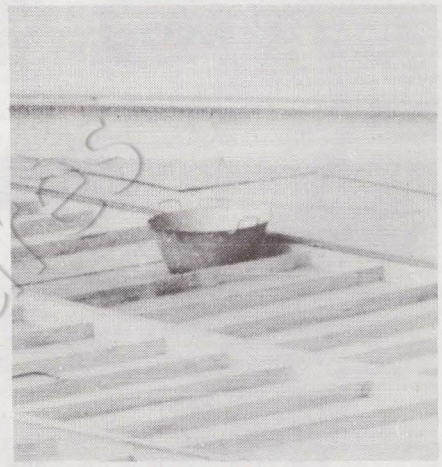
Cet état de choses, au demeurant, s'explique. Le lycée Raspail est en effet... un hall d'exposition pour œuvres d'art, construit entre les deux guerres et couvert d'une immense verrière qui donne aujourd'hui de nets signes de fatigue. En 1944, l'école nationale professionnelle de Saint-Ouen, qui avait été bombardée, fut transférée « provisoirement » (air connu...) dans ce hall rapidement aménagé à cette fin. On se doute bien que le bâtiment n'a rien de fonctionnel ; des réparations urgentes s'imposent : il faut 3,2 millions pour refaire la verrière ; l'installation électrique originelle a été complétée et modifiée à trois ou quatre reprises : « Il n'y a pas un circuit électrique, dit Vincent, un autre élève ; il y en a plusieurs, qui se superposent. Dans certains ateliers, le 220 volts arrive à 170, et même à moins ! Faut tout refaire. »

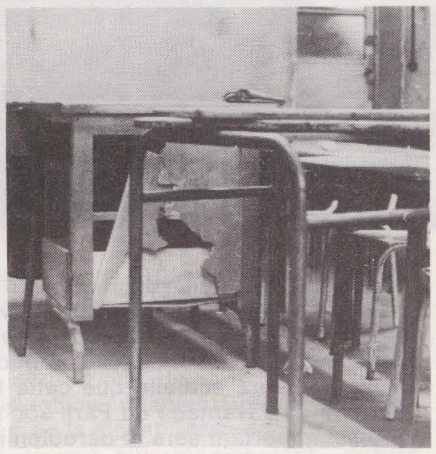
« En fait, dit Paul Feilleux, le proviseur du lycée, c'est tout le lycée qui est à refaire. Avec les novations pédagogiques que nous avons introduites, il nous faut davantage de place. » L'administration, d'ailleurs, en convient parfaitement, cela fait des années qu'on parle de reconstruire le lycée. Depuis le milieu des années cinquante.

Mais qui le construira ? Ici, un de ces conflits courtelinesques qui font la joie des contempteurs de l'administration. Le lycée Raspail est en effet le seul lycée d'Etat situé dans Paris. Les autres lycées techniques de Paris (Diderot, Dorian, etc.) sont des établissements municipaux. C'est à bon droit que la Ville refuse de participer au financement d'un bâtiment neuf. Mais le ministère de l'Education, lui, excipe du fait que le lycée se trouve à Paris pour ne pas s'en préoccuper.

Pendant ce temps, la situation se dégrade.









Mais il n'y a pas que le gros-œuvre : au-delà du problème particulier de Raspail, il y a la misère générale de l'enseignement technique. « Il faudrait recouvrir nos vieilles tables à dessin d'un formica quelconque, dit Jean-Yves. Ça coûterait 50 F par table. Faute

LE PRIX —DE LA DEBAUCHE—

de crédits, ce n'est pas fait. » « Nous avons un tour qui date de 1927, dit Vincent ; c'est une belle pièce de musée, mais il faut aussi un matériel plus actuel. »

En fait, ce sont les crédits de fonctionnement qui font défaut : « Ils augmentent de 5 % par an, dit Paul Feilleux, tandis que les matières premières, pièces détachées et autres objets que nous achetons augmentent de 20 % au moins chaque année. Actuellement, j'ai dû suspendre tout achat jusqu'au 15 décembre. » Il n'y a plus de sous : les commandes effectuées après le 15 décembre seront payées sur les crédits de 1978.

Cette situation-là n'est pas propre à Raspail. L'enseignement technique a de plus en plus de mal à fonctionner correctement. Il est défavorisé. Et que d'amertume dans ces propos de Vincent : « Dans un grand lycée parisien, un lycée classique pour les futures élites, on a profité des crédits de restauration pour construire une piscine et transformer la cantine en self-service. Pendant ce temps-là, nous, on reçoit l'eau sur la tête ! » Et beaucoup de gens de l'enseignement technique — de l'élève à l'inspecteur — partagent ce sentiment, non sans raison.

Mal loti, l'enseignement technique se sent, en effet, mal aimé : « Dans nos pays de tradition latino-chrétienne, dit Paul Feilleux, on privilégie l'abstraction ; de ce fait, tout ce qui est concret est tenu pour secondaire. C'est sur cette base que fonctionne notre système de sélection. De plus, l'enseignement technique a toujours été limité à son aspect le plus strictement professionnel possible. » On comprend bien pourquoi le patronat y a toujours veillé.

Quoi qu'il en soit, l'enseignement technique est, dans la mentalité populaire, associé à l'idée que ses élèves seront nécessairement, plus tard, des subordonnés (c'est d'ailleurs inexact). C'est bien pourquoi la politique d'austérité du ministre Haby le frappe de plein fouet — en dépit des déclarations fracassantes sur la revalorisation du technique — et non sans le consensus tacite de beaucoup de gens, il faut bien le dire. Cette conception de l'enseignement technique n'est d'ailleurs pas sans influer sur le découpage même des matières qui y sont dispensées, un découpage qui saucissonne le processus de production, l'élève étant chargé d'intégrer les connaissances qu'on lui délivre pièce à pièce.

A Raspail, on lutte concrètement contre cette conception parcellaire. En seconde, de nouveaux programmes expérimentaux se sont mis en place cette année, tandis que l'enseignement des B.t.s. était profondément rénové. A terme, il y aura là une expérience originale. Cela non plus n'est peut-être pas étranger aux difficultés propres du lycée.

JEAN-PIERRE MOULINS

(1) Brevet de technicien supérieur (formation technique en deux ans au-dessus du baccalauréat de technicien).

Que peut-on faire contre un gentil patron qui met des gants de velours et de papier-monnaie pour précipiter au chômage ses gentils salariés ?

Comment diminuer les effectifs sans autorisation de l'inspection du travail, et sans conflits sociaux ? Problème insoluble ? Non. Certains patrons ont trouvé la solution, un peu onéreuse certes, mais combien efficace : la prime au départ volontaire. En d'autres termes : moyennant un encouragement financier substantiel, le salarié accepte de démissionner de lui-même. Une méthode moderne, qui reste encore l'apanage de sociétés multinationales, mais qui se généralise dangereusement.

Le plus connu des cas est sans doute l'« affaire Cricket ». Ou comment le quart du personnel d'une usine est incité à s'en aller par le versement d'une « allocation de départ volontaire »... de 30 000 F. Cricket-Dupont, filiale du groupe américain Gillette (rasoirs et lames), peut ne pas regarder à la dépense : l'opération départs volontaires lui a coûté huit millions de francs ! En 1976, l'usine Cricket de La Balme (Haute-Savoie), qui compte à l'époque huit cents salariés, interrompt l'embauche. L'année suivante, transferts de personnel et mutations internes touchent quatre-vingt-deux personnes. En juillet, la direction estime que l'effectif en surnombre est encore de cent cinquante personnes au moins. On envisage un licenciement collectif pour le début de 1978, on s'engage à ne pas en arriver là avant la fin de l'année 1977.

L'idée commence à circuler : on aidera ceux qui partiront. Le 18 août, la direction, lors d'une réunion extraordinaire du comité d'entreprise, communique son « plan social ». Une lettre résumant les propositions sera, par la suite, envoyée à l'ensemble du personnel. « Tout salarié qui présentera sa démission à compter de ce jour, et jusqu'au 15 octobre 1977 au plus tard, recevra une allocation forfaitaire de départ volontaire d'un montant brut fixé à 30 000 F. En outre, il pourra sur sa demande être dispensé d'accomplir le préavis conventionnel, qui lui sera intégralement payé. »

Une semaine plus tard, les résultats obtenus amènent la direction à suspendre ses offres. Elle a enregistré cent quatre-vingt-dix-sept démissions, dont neuf représentants du personnel (deux F.o., trois C.g.t., quatre C.f.d.t.). 87 % des démissionnaires sont des femmes. Anecdote : les patrons de Cricket ayant annoncé que toute personne regrettant sa décision pouvait revenir en arrière et réintégrer son emploi, un seul travailleur renonça à démissionner.

Succès sur toute la ligne. Réduction d'effectifs sans conflit. Démantèlement, en une heure, des sections syndicales. Ce qui permettait au directeur du personnel de la société Dupont de se féliciter : « Il y avait un coût hypothétique et un coût certain. Il suffit d'évaluer les deux. »

Mais Cricket — tout comme le fabricant d'accessoires automobiles Bosch (groupe allemand), qui offre à quatre-vingts travailleurs de Saint-Ouen 20 000 F pour partir — fait pâle figure à côté de la Sovirel. Cette entreprise de verre de Bagneaux-sur-Loing (Seine-et-Marne), filiale du trust américain Corning Glass, a poussé les enchères encore plus loin. Fin septembre, elle a offert à tout candidat au départ : une prime de 30 000 F non imposable, le préavis payé et non travaillé, le prorata du treizième mois, la contre-valeur des congés payés et l'équivalence de l'indemnité de licenciement non imposable. « Etant entendu, précise une note directoriale, que nous garantissons un minimum de 50 000 F tout compris, dont au moins 35 000 F non imposables. »

Certains agissent plus timidement. C'est le cas de la S.p.l.i. (Société parisienne de lingerie indémaillable), qui possède plusieurs usines en Bretagne et fabrique la lingerie Huit. Elle a promis, elle, 10 000 F, mais en garantissant les 90 % du chômage. « Nous vous confirmons, a-t-elle écrit aux volontaires, qu'en cas de désaccord de la direction départementale du Travail concernant la perception de l'allocation spéciale de chômage de 90 % pendant douze mois, nous considérerons votre acte de volontariat comme nul et non avenu. » Là, au moins, le licenciement est avoué.

Qui pratique cette nouvelle politique ? Pour le moment, des filiales de sociétés étrangères qui ont décidé de diminuer leurs effectifs en France. Toutes adoptent un scénario identique. Campagne sur les difficultés de l'entreprise, évocation de licenciements possibles. A noter que ces entreprises ne sont pas dans des secteurs en difficulté. Ce sont des sociétés prospères. Il ne s'agit pas là de problèmes d'emploi dus à des difficultés économiques, mais plutôt — c'était le cas chez Gillette — à une restructuration des techniques de production. Puis, quand les salariés sont bien en condition, qu'ils se sentent tout à fait menacés, l'offre miraculeuse, l'O.p.a. sur les démissions.

Entre la perspective d'un licenciement fort probable dans six mois et un licenciement immédiat, déguisé mais rémunérateur, a-t-on vraiment le choix ? Acculé par ce chantage, le travailleur décide lui-même de perdre son emploi et monte dans la charrette sans trop d'amertume. Tandis que le patron, ravi, constate que, pour tourner la loi, il suffit en somme d'y mettre le prix. Et que peut-on faire contre un gentil patron qui met des gants de velours et de papier-monnaie pour précipiter au chômage ses gentils salariés ?

MICHELE KESPI-BACKMANN

LES INDIENS SORTENT DE LEUR RESERVE

D'environ 20 millions lors de l'arrivée de Christophe Colomb, le chiffre de la population indienne des Etats-Unis est aujourd'hui tombé à un million.

Qui, sous nos latitudes, manifesterait l'infini mauvais goût de se préoccuper du sort passé et présent réservé aux Indiens nord-américains par l'Oncle Sam, qui, épaulé par la hiérarchie occidentale des valeurs culturelles, a relégué les peuples indiens d'Amérique du Nord aux oubliettes de l'Histoire officielle ?

Pourtant les Indiens ont été spoliés : les Blancs ont occupé leurs territoires, violé les traités et tenté de détruire leur civilisation. Les Indiens ont subi une disgrâce nationale : on les a parqués dans des « réserves » ; on a essayé de perpétrer contre eux un génocide, n'hésitant pas à introduire du cyanure dans le sucre qu'ils consommaient, à stériliser leurs femmes ou à contaminer avec du pus varioleux les couvertures qu'on leur distribuait. D'environ 20 millions lors de l'arrivée de Christophe Colomb, le chiffre de la population indienne des Etats-Unis est aujourd'hui tombé à un million.

Même leur artisanat n'a pas échappé à la soumission aux lois des Blancs. Sur le marché d'Albuquerque, au Nouveau-Mexique, une vieille Indienne — à laquelle je demandais la provenance de la matière première des bijoux de turquoise qu'elle vendait — me répondit sans ambages : « Il faut désormais que nous l'achetions aux Blancs. Ces Blancs nous méprisent et ils nous ont pris nos mines. Ils nous ont tout pris. Nous n'aimons pas ceux qui nous méprisent. Nous, nous ne méprisons personne. » Effectivement : comme le déclarait un « medecineman » (chef spirituel) de l'American Indian Movement en 1975 : « La loi indienne est une loi d'amour, de paix et de respect. »

Trois événements relativement récents ont interpellé les « bonnes consciences » occidentales au sujet de ces Indiens que l'idéologie dominante et la mythologie des créateurs ont tendance a dépeindre couverts de plumes et tout juste capables d'émettre le son « ugh » en guise d'acquiescement. En effet, l'occupation, en 1969, de l'île d'Alcatraz dans la baie de San Francisco par des Indiens représentant toutes les tribus des Etats-Unis, l'occupation, en 1973, du village de Wounded Knee — pendant soixante et onze jours — par les Sioux Oglalas et la venue cet automne à Genève d'une délégation d'Indiens soulignent leur indomptable volonté d'exister et rappellent l'actualité d'un de leurs adages : « Notre lutte durera tant que l'herbe poussera, que le soleil brillera et que les fleuves couleront vers la mer ». Affirmation poétique de la permanence de leurs revendications et de leur lutte.

Détermination dont témoignent également la parution aux Editions Maspero (collection Voix) de « Nations indiennes, nations souveraines » et les propos tenus par la chanteuse indienne Buffy Sainte Marie lors de son passage à Paris à l'occasion de la fête du « Nouveau Populaire ». « Nations indiennes, nations souveraines » : un livre de textes et d'images établi par Jean-François Graugnard, Edith Patrouilleau et Sébastien Eimeo a Raa. Un livre conçu comme un documentaire dans lequel les auteurs ont choisi de relater des faits et de laisser la parole aux Indiens. Un ouvrage solide, bien argumenté, sans démagogie, qui rassemble cartes, photographies, bande dessinée, statistiques du Conseil international des traités indiens, dossiers constitués à partir d'interviews d'Indiens et relatifs au pillage des ressources naturelles, à la femme indienne, etc.

Dans cette lutte quotidienne que mènent les Indiens, Buffy Sainte Marie œuvre en tant que chanteuse, productrice de télévision et militante.

Née dans la « réserve » de Saskatchewan dans les plaines de l'Ouest canadien, il y a trente-six ans, Buffy Sainte Marie est issue d'une tribu Cree. A l'âge de six mois, elle est adoptée par une mère indienne de la tribu Mic Mac et par un père non indien. A quatre ans, elle commence à jouer du piano et à seize ans de la guitare. « Depuis l'âge de quatre ans, j'ai toujours eu des chansons dans ma tête, assure-t-elle ; quand j'étais triste, c'est une musique triste que j'entendais. Mais ce n'est qu'à l'université que j'ai pris conscience que les autres aimaient mes chansons. »

Cependant, ses débuts de chanteuse seront difficiles, car elle écrit de chansons relativement ardues. Après son adoption, Buffy quitte le Canada pour l'est des Etats-Unis. « J'ai grandi, raconte-t-elle, dans une ville où les gens avaient exterminé les Indiens et où personne ne croyait aux Indiens. » Elle va à l'école, et tous ses condisciples sont de race blanche. Ce qui lui fait prendre conscience très jeune de sa différence. Une différence qu'à cette époque de sa vie elle essaie de cacher.

« L'été, poursuit Buffy Sainte Marie, je restais avec ma famille indienne et, le reste de l'année, je fréquentais l'école blanche où l'on m'apprenait que l'Amérique avait été « découverte » par Christophe Colomb. Il était perdu et pensait qu'il se trouvait en Inde. Nous avons été bons avec lui, et nous l'avons embrassé. En effet, notre religion et notre façon de vivre font que c'est naturel pour nous de partager. Et c'est ainsi que, génération après génération, nous avons continué à accueillir les Européens. D'ailleurs, c'est toujours notre philosophie. Mais nous avons découvert que cette philosophie était contraire à celle des Européens... Les colonisateurs cherchaient de l'or et des esclaves. En même temps, ils ont trouvé chez nous les pommes, les tomates, le chocolat, l'érable, le coton, le chewing-gum, le popcorn... et, également, la cocaïne que nous utilisions pour la chirurgie de la tête... »



Buffy Sainte Marie.

« Nous avions tout ce qui fonde une civilisation : un art, des langages, une loi, un gouvernement, des mathématiques, des communications... Nous étions un peuple gentil, sophistiqué et civilisé. Ainsi, contrairement à l'opinion communément répandue, la pratique du scalp n'est pas indienne. C'est en effet le gouvernement américain qui le premier a offert une récompense pour le scalp d'un Indien... »

« Aujourd'hui, nous usons de notre amertume comme d'un combustible. » Une amertume tempérée chez Buffy par un optimisme certain. N'écrit-elle pas, dans un livre qu'elle est en train d'achever : « Nous, Indiens, nous pouvons danser toutes les couleurs de l'arc-en-ciel... Nous grandissons libres et joyeux. Mais, le même jour, mes dents grincent de l'horreur de notre Histoire — ce qui nous a été fait, ce qui se passe encore aujourd'hui, ce qui est en réserve pour nous du fait de notre indianité. »







Images de l'occupation du village de Wounded Knee en 1973.



Et Buffy chante aussi bien dans les « réserves » indiennes de la campagne ou les ghettos indiens des villes que devant la reine d'Angleterre, comme ce fut le cas le 17 octobre dernier pour faire entendre, affirme-t-elle,«le murmure de la poésie dans les oreilles de la politique. »

Buffy est aujourd'hui mariée à un Sioux et a donné le jour, voici quelques mois, à un fils prénommé Dakota (c'est-à-dire « ami »). Elle a choisi de vivre à Hawaii depuis onze ans. Non loin des mille deux cents Indiens hawiiens, mais à mille lieues des « réserves ». « C'est pratique pour voyager, dit-elle. Mais c'est aussi un choix de quitter les Etats-Unis, une sorte d'exil. »

C'est d'Hawii qu'elle anime avec son époux « Sesame Street », un programme de télévision qui lui permet depuis trois ans, à raison de trois fois par jour, de toucher le cœur de 23 millions de téléspectateurs. Relatif aux problèmes indiens, ce programme vise aussi à faire tomber les barrières psychologiques en rappelant que les Indiens sont des êtres humains comme les autres (c'est encore nécessaire) et que « ce sont aussi des gens insérés dans le présent »

C'est d'Hawaii également qu'elle s'occupe de trois organisations indiennes, qu'elle contribue aussi à financer avec les cachets de ses concerts : la Native North American Women's Association (association de femmes indiennes), la Nihiwan Foundation et une association pour le développement de l'art indien.

Buffy Sainte Marie n'oublie pas qu'elle a appartenu au cours des années soixante à un mouvement fondé par un groupe d'artistes aujourd'hui disparu ; la Federation for American Indien Rights (1). Elle se souvient aussi qu'elle a chanté pour ses frères lors de l'occupation de Wounded Knee. « Je suis fière, proclame-t-elle, de ce qu'y ont fait mes frères et mes sœurs. » Et elle poursuit : « La presse américaine ne nous écoute que lorsque nous avons un fusil à la main et, dans ce cas-là, « ils » prennent des photos. Or, les mêmes gens que ceux qui occupaient Alcatraz et Wounded Knee s'occupent aussi des écoles indiennes, des arts, de la santé... et personne n'écrit sur ces sujets. »

Or, la tâche est immense quand on sait, comme le rappelle Jacques Vassal dans « Folksong » (Albin Michel), qu'il était plus dangereux d'être Indien au-dessous de dix-huit ans que soldat américain au Vietnam... Mais Buffy n'est pas seule et, même dans le domaine de la chanson indienne, elle peut désormais compter sur un nouveau chanteur sioux : Floyd Westerman. Car, ses « confrères » nord-américains ne l'aident pas beaucoup, semble-t-il. Elle connaît Bob Dylan, Pete Seeger, Joan Baez, Country Joe... « Je les aime, dit-elle, et ils m'aiment ; mais ils ne partagent pas mon travail et ne m'aident pas : notre histoire est différente... Je suis perçue comme membre du mouvement folk. Pourtant, en quinze ans, je n'ai participé qu'à deux concerts avec eux. »

JACQUES ERWAN

(1) Signalons la récente fondation à Paris d'un Centre de relation des Indiens d'Amérique, dont le siège est situé 17, rue des Volubilis, 75013 Paris.

UN BEAU ROUGE, UN PEU NOIR... AVEC DES "BLANCS"

En voulant faire un film contre tous les pouvoirs, Chris Marker a fini par abuser du sien

Du Vietnam 1967 à la mort du Che ; Mai 68 et tout ça ; du Printemps de Prague au Programme commun, du Chili à... — à quoi, au fait ? » : c'est le long sous-titre que Chris Marker a placé après l'intitulé de son nouveau film, « Le fond de l'air est rouge ». Dangereux, ça : un petit côté totalisant qui risque de faire prendre l'œuvre de Marker pour ce qu'elle n'est pas, un montage « historique », une sorte de Dossier de l'écran. Oh ! l'Histoire est bien au rendez-vous, toute vivante, chaude et palpitante même, mais sans que jamais le cinéaste laisse oublier que c'est lui, lui seul, qui braque brusquement le projecteur ici ou là, à son gré.

Que « les faits parlent d'eux-mêmes », c'est l'une des plus mensongères formules de la rhétorique. Les faits disent ce qu'on leur fait dire, une fois transposés en mots, du moins. Mais plus encore lorsqu'on les transpose en images : quel hypocrite ou quel humoriste a baptisé « objectif » l'œil de la caméra ? Ici, donc, c'est Chris Marker qui parle à travers les morceaux de reportages cinématographiques, au-dessus d'eux, au-dessous d'eux, à côté d'eux. Lui qui leur donne une forme, donc un sens. Celui de sa subjectivité. Autant savoir ce qu'on va voir et ne pas s'attendre à ce qu'on ne verra pas.

La matière du « Fond de l'air est rouge » paraît surabondante, qui englobe tous les événements, les évolutions et les révolutions, réussies ou ratées, de la décennie écoulée. Il y a là pêle-mêle Hanoï, de Gaulle, la Chine, Rateau, Douglas Bravo, Lip, la révolte des campus américains, Soljenitsyne, Prague, Cerizay, le M.l.f., Castro, la rue Gay-Lussac, la Rhodiaceta, le Watergate, la Sorbonne de 68, Régis Debray, Minamata, le Portugal, Artur London, les Comités de soldats, le Chili, Citroën, Rudi Dutschke...

Et, à tout cela, Marker impose son organisation : il s'agit non pas de coller bout à bout des fragments de pellicule, mais de leur donner la forme de son discours à lui. Le montage devient cette « combinaison conflictuelle d'affects intellectuels concomitants » décrite dans « Le Film : sa forme, son sens », ouvrage fondamental d'Eisenstein, qui vient seulement d'être publié en France (chez Christian Bourgois) il y a quelques mois. Le montage « horizontal » n'a pas pour fonction de faire progresser un récit, mais d'établir des rapports dialectiques d'un plan à l'autre.

La référence à Eisenstein n'est pas gratuite : c'est sur la fameuse scène de l'escalier d'Odessa dans « Potemkine » que, significativement, s'ouvre « Le fond de l'air est rouge ». Histoire de montrer que cette séquence a « mis en scène l'imaginaire de plusieurs générations ». Peut-être même que



Mai 1968, à Paris.



Extrait de « Le fond de l'air est rouge ».

cet épisode inventé par Eisenstein a engendré, en un demi-siècle, d'innombrables révolutionnaires et que le mythe a fabriqué du réel. Il arrive que la vie se mette à imiter le cinéma, alors que le cinéma cherche de moins en moins à imiter la vie...

Regardez le film de Marker, à propos du Vietnam, par exemple. Certes, il ne se refuse pas un document-choc, et quel document : un pilote bombardant au napalm et commentant à mesure avec la même décontraction cynique que s'il décrivait un match de base-ball — c'est l'un des clous du « Fond de l'air est rouge », avec les bouleversantes obsèques de Jan Palach, les larmes de Beatriz Allende ou l'ultime discours de Roger Garaudy au congrès du P.c. Mais cela l'intéresse moins que de donner le vrai sens de la guerre vietnamienne. Ou de Mai, pour lequel il s'est contenté sans peine de documents très peu spectaculaires... Ce qu'il a recherché, Marker, c'est plutôt la leçon triste, mais utile à tous, qu'on peut tirer des illusions perdues, des étiquettes fallacieuses, des grands espoirs déçus sinon trahis. Et la période est riche.

Certains des commentaires insérés dans le film — comme celui de Jorge Semprun — indiquent ce qu'aurait pu être une œuvre explorant cette voie avec un minimum de rigueur. Que s'est-il passé ? Marker affirme avoir voulu « rendre au spectateur, par le montage, « son » commentaire, c'est-à-dire son pouvoir » — rappel du livre d'Eisenstein précédemment cité : « Le principe du montage, opposé à celui de la représentation, oblige le spectateur à créer lui-même et, de ce fait, provoque cette force de l'enthousiasme créateur intérieur chez le spectateur, ce qui distingue une œuvre émotionnelle de celle qui n'est que le récit et la stricte représentation logique des événements. » De toutes ces intentions, que reste-t-il au bout du compte ?

Bien sûr qu'un choix était nécessaire dans le torrent des années 1960-1970 et personne ne songera à reprocher à Marker d'avoir choisi, plutôt que de croire comme d'autres que « tout ce qui bouge est rouge », selon la formule de son collègue Yann Le Masson. Mais certains oublis étonnent, et cela d'autant plus que, pour évoquer les événements finalement escamotés, notre auteur n'avait qu'à puiser dans sa propre filmothèque : sous l'étiquette de « Slon », puis d'« Iskra », des cinéastes groupés autour de Marker — et on ne lui en sera jamais trop reconnaissant — ont pratiquement inventé en France le cinéma militant (voir l'excellent numéro spécial 5-6 de la revue « Cinéma d'aujourd'hui ») : le catalogue de leur collectif est aujourd'hui riche d'une soixantaine d'enquêtes sur les luttes récentes, les immigrés, la Justice, le tiers monde, etc. Pourquoi alors ne retrouve-t-on pas, dans « Le fond de l'air est rouge », les luttes paysannes, les nouveaux chrétiens, les Dom-Tom (surtout alors qu'on fait parler le Réunionnais Paul Vergès), les revendications régionales, l'Ita-

lie, le Larzac et pas mal d'autres ? Ne serait-ce que par rapide citation en images, comme les femmes et comme les soldats, tout à la fin du film ?

Il y a surtout deux absences graves. La première, c'est la Palestine : aurait-on, à « Iskra », égaré « Pour les Palestiniens », le film de l'Israélienne Edna Politi ? La seconde concerne les grandes organisations de gauche — P.c. excepté, et encore... Pas un mot sur la grande mutation de la C.f.d.t. des années soixante, pas un mot sur la naissance du nouveau Parti socialiste, rien sur la bataille de l'élection présidentielle, l'Union de la gauche ramenée à deux plans — les manèges de la fête de « l'Humanité » et les coulisses du grand meeting de 1972 à la porte de Versailles —, qui se veulent aussi dérisoires que l'unique et brévissime séquence montrant François Mitterrand en mai 1968. Cela fait s'interroger sur les limites au-dessous desquelles même la subjectivité la plus subjective ne peut pas descendre dès lors qu'elle embrasse dix ou quinze ans de la vie des hommes et des femmes qui se reconnaissent dans ce mot : la gauche.

Là, il ne s'agit plus de la tâche salubre qui consiste à combattre les illusions dangereuses. En voulant rendre au spectateur sa lucidité, c'est justement du côté de la lucidité que Marker a péché. Et, en voulant faire un film contre tous les pouvoirs, Marker a fini par abuser du sien...

Dommage. Reste un beau poème en rouge, lumineux de sensibilité et d'intelligence. C'est beaucoup, mais c'est seulement cela.

SERGE RICHARD



LE CAUCHEMAR D'UN IMMORTEL

« Si Dieu pense comme moi moi je pense comme Dieu » déclare solennellement Jacques Rueff au cours d'une soporifique émission. On ne les félicite ni l'un ni l'autre.

Comme chacun sait, les académiciens s'endorment parfois sur le dictionnaire, mais aucun d'eux, jusqu'à présent, ne nous avait confié ses rêves. Ebloui par les siens, M. Jacques Rueff, polytechnicien, à qui le hasard pince-sans-rire attribua le fauteuil de Jean Cocteau, a voulu les livrer au public.

Il a mobilisé la première chaîne, la plus grande heure d'écoute et quelque trente acteurs secondés de danseurs et de musiciens (le 13 décembre, à 20 h 30). On ne fait pas mieux au Châtelet, mais on y parle un langage plus simple, et rien que le décor nous en donne pour notre argent. Le petit écran, lui, ne nous offre que discours et nuages, les uns aussi creux que les autres. Et pas question de crier : « Remboursez ! », ni de chasser ces raseurs à coups de tomates. Tourner le bouton ? Bien sûr. Gageons que 90% des téléspectateurs choisiront le dossier sur la drogue que présente Antenne 2 ou « la Charge de la brigade légère » qui cavale sur F.r.3.

Il n'en reste pas moins que nous avons aussi payé notre place sur T.f.1. et qu'à ce titre nous avons le droit de demander des comptes au directeur. Quelle mouche l'a piqué ? Postulerait-il l'habit vert ? Veut-il nous dégoûter à jamais de la culture pour pouvoir nous vouer ensuite aux courses en sac et aux feuilletons américains ? Quels que soient ses motifs, il mériterait d'être ficelé à son siège et de subir, les soirs de réveillon, cette comédie-ballet intitulée « la Création du monde ».

« Si Dieu pense comme moi, moi, je pense comme Dieu », déclare solennellement Jacques Rueff. Eh bien, on ne les félicite ni l'un ni l'autre. On prendrait le parti de Méphisto, de Darwin ou du professeur Jacques Monod, si eux aussi, hélas ! ne tenaient les propos fumeux de notre Immortel. Jusqu'à l'homme de Néanderthal qui philosophe dans sa barbe ! « L'exploration d'un sujet complexe ne peut trouver sa dernière expression que dans un opéra », disait Ernest Renan, cité en exergue. Mais Rueff n'est pas Offenbach (dont A.2. diffusera, le 16 décembre, l'irrésistible « Belle Hélène »).

Craignant la paresse d'esprit des téléspectateurs ou la contagion du sommeil académique, le réalisateur a chargé Vénus de rouler des hanches et de nous braquer un sein nu sous le nez. En vain ! Toutes les chairs de Rubens ne nous arracheraient pas à notre torpeur. C'est à peine si nous entendons Junon lancer un calembour dans les jambes de son intarissable époux : « Le cygne fit un signe, mais Léda l'aida. »

Voilà donc à quoi jouent les porteurs de bicorne ! Retirons-nous sur la pointe des pieds. Bonne nuit, les petits !

GABRIELLE ROLIN



Lors de la réception d'Alain Peyrefitte, Jacques Rueff, au deuxième rang, à gauche.

INVITATION A (RE) LIRE MARX

Il n'y a pas de sens de l'Histoire ; le socialisme n'est pas inéluctable ; le marxisme n'est pas une philosophie de l'Histoire, c'est une philosophie de l'action. Finis, les dogmes !

Dans leur collection Clefs pour, les Editions Seghers ont confié à Roger Garaudy le soin d'écrire une introduction au marxisme (1). En fait, il s'agit bien plutôt d'une invitation à (re) lire Marx et à se débarrasser de tout le fatras accumulé par les marxologues de tous pays qui ont dénaturé la pensée de Marx à un point tel que, selon une lettre écrite par Engels à Bernstein en 1882, Marx aurait dit à Lafargue : « Ce qu'il y a de certain, c'est que moi je ne suis pas marxiste. » Garaudy nous apporte encore ce mot écrit par Marx à Vera Zassoulitch, à propos d'interprétations dogmatiques de son « Capital » par des marxistes russes : « Les « marxistes » russes dont vous parlez me sont tout à fait inconnus. »

Garaudy s'attache en effet à souligner le caractère fondamentalement antidogmatique de la pensée de Marx. « La pensée de Marx est le contraire du dogmatisme. Dès l'introduction d'ailleurs — peut-être la partie la plus stimulante de son livre —, Garaudy donne le ton : il rappelle le « postulat » auquel certains ont réduit le matérialisme historique : « La conscience et la pensée de l'homme ne sont pas en dehors de l'histoire, mais en dedans. L'existence des hommes conditionne leur conscience. » Et il ajoute tout de suite : « Cette conscience et cette pensée ne sont pas reflet passif de l'existence de l'homme et de son histoire, mais un moment de la totalité de l'existence de l'histoire, le moment actif, le ferment et le projet de l'avenir. » Ces deux thèses doivent être saisies dans leur unité dialectique. Privilégier ou isoler la première, c'est faire du marxisme un déterminisme mécanique, c'est réduire l'homme à n'être qu'une « marionnette mise en scène par les structures », c'est poser les fondements du réformisme impuissant. Ne voir que la seconde thèse, c'est faire croire que « tout est possible à n'importe quel moment », c'est tomber dans le gauchisme stérile, c'est aussi se réduire à l'impuissance.

Marx, au contraire, saisit les deux thèses, qu'il a ainsi synthétisées dans « le 18 Brumaire » : « Ce sont les hommes qui font leur propre histoire, mais ils ne la font pas arbitrairement, dans les conditions choisies par eux, mais dans les conditions directement données et héritées du passé. » Si Marx a pu parfois avoir des formulations hâtives, laissant croire à un dogmatisme quelconque,



Karl Marx, vu par Solo.

comme dans « l'Idéologie allemande » où il accorde à l'économique un rôle démesuré, des corrections eurent lieu par la suite ; c'est le mérite de Garaudy de nous les faire connaître. Pour Marx, contrairement à ce que certains exégètes ont écrit, il y a « une autonomie relative des superstructures ». Il y a en permanence chez lui « une dialectique de la nécessité et de l'initiative historiques ». La pensée de Marx est donc une « méthode visant à découvrir, à partir d'une analyse des contradictions spécifiques d'une époque ou d'un pays déterminé, les projets et les stratégies permettant de les surmonter ». Deux pôles sont constamment présents : nécessité historique et initiative historique, déterminisme économique et action politique. Ainsi, « toute l'œuvre de Marx approfondit le rapport entre le nécessaire et le volontaire ».

Et Garaudy apporte ce développement fondamental : « Marx récuse l'utopie abstraite, **celle qui ne tient pas compte des possibles.** Et il élabore une utopie concrète, c'est-à-dire un projet humain, celui de la classe ouvrière, le projet socialiste, qui s'insère dans le mouvement réel de l'histoire et qui est **le choix de l'un des possibles :** celui qui va dans le sens de la libération de l'homme, de tous les hommes, de leurs aliénations, et **qui ne se réalisera pas automatiquement en vertu d'on ne sait quel « sens de l'histoire »** déjà inscrit dans l'avenir, mais par une lutte de classes qui s'opposera à tous les possibles consuisant à la barbarie. »

Il n'y a pas de sens de l'Histoire ; le socialisme n'est pas inéluctable ; le marxisme



Samir Amin.

n'est pas une philosophie de l'histoire ; c'est seulement une philosophie de l'action. Finis, les dogmes ! Nous voilà ramenés à la réalité : « Les contradictions du capitalisme ne conduisent pas inéluctablement au socialisme. Elles circonscrivent un champ de possibles : ces contradictions ne peuvent être surmontées que par le socialisme ; mais d'autres possibilités historiques existent (...). Au XXe siècle, socialisme et barbarie sont deux possibilités d'avenir découlant de la nécessité historique. Il appartient à une initiative révolutionnaire de faire triompher l'un de ces possibles ». On le voit, l'homme, reflet de son époque, en est en même temps le sujet qui y projette son choix. Cela est fondemental. Mais, au nom de Marx, on a déjà écrit le contraire.

« Dire que l'avènement du socialisme est, à l'époque actuelle du capitalisme **nécessaire**, dit ailleurs Garaudy, cela ne signifie pas qu'il sera instauré quoi que nous fassions. Cela signifie que les contradictions du capitalisme sont de telle nature qu'elles ne peuvent être résolues que par la suppression de la propriété capitaliste des moyens de production et le passage au socialisme.

« Mais, si nous ne prenions pas conscience de cette nécessité, ou si nous désertions les tâches que cette conscience nous impose, ou même si, ayant cette conscience et assumant cette tâche, nous multipliions les erreurs de stratégie et de tactique, la contradiction pourrait continuer à n'être pas résolue, et cela conduirait à un pourrissement de l'histoire marqué par les convulsions et les catastrophes découlant nécessairement de cette contradiction non résolue : crises, guerres, etc. » Le Marx que Garaudy nous présente nous place donc face à nos responsabilités : il dépend de nous — et non de l'Histoire — que le socialisme se fasse ou ne se fasse pas.

Tout aussi importantes sont les pages où Garaudy fait de l'historicisme de Marx en économie politique « la condition première de son antidogmatisme ». Textes à l'appui, il rappelle que, selon Marx — mais malheureusement pas chez beaucoup d'épigones —, le schéma des « cinq stades de l'histoire » (communisme primitif, esclavagisme, féodalité, capitalisme, communisme) n'était qu'une « hypothèse de travail, approximativement valable pour les sociétés méditerranéennes et qui n'avait nullement une valeur universelle ». L'économiste marxiste égyptien Samir Amin l'avait d'ailleurs déjà amplement démontré dans son livre sur « le Développement inégal » (2). De la même façon, Marx a marqué « les limites historiques de la validité de la loi de la valeur-travail », elle-même parfois présentée comme un dogme immuable.

Les positions antidogmatiques de Marx en ce qui concerne la politique sont peut-être moins méconnues, encore qu'il faille savoir écarter toute la gangue dite « marxiste-léniniste ». Garaudy rappelle que les thèses — peu nombreuses, il est vrai — de Marx sur l'Etat à construire sont aux antipodes d'une conception jacobine, centralisatrice, autoritaire ». C'est la Commune de Paris qui fournit « la forme enfin trouvée » de l'Etat prolétarien. Or, on le sait, cet Etat, « à la direction duquel se trouvait une majorité de proudhoniens », avait trois caractères fondamentaux : il mit en œuvre des expériences d'autogestion, il réalisa une expérience de démocratie nouvelle où le pouvoir allait du bas vers le haut, il formula le projet, non réalisé, d'une décentralisation fédéraliste.

De même, à propos du parti ouvrier, Garaudy rappelle cette condamnation par Marx des avant-gardes autoproclamées : « Nous ne pouvons faire un chemin commun avec des gens qui déclarent ouvertement que les ouvriers sont trop incultes pour se libérer eux-mêmes et qu'ils doivent être libérés par en haut. » De même, pour Marx, il n'est pas question que la classe ouvrière soit dominée par une doctrine unique. Il déclare à la Première Internationale : « L'œuvre de l'Association internationale est de combiner, de généraliser, de coordonner les mouvements spontanés des classes ouvrières, mais non de les diriger ou de leur imposer n'importe quel système doctrinaire. »

Ce ne sont là que quelques-uns des aspects d'un livre qui dérange pas mal d'idées reçues à gauche et à l'extrême gauche. Il y en a beaucoup d'autres, notamment sur la religion ou la philosophie, dans ce livre qui se lit et se comprend sans qu'on ait besoin d'avoir à côté de soi l'œuvre intégrale annotée de Marx ; et ce n'est pas là le moindre de ses mérites. Certains diront sans doute que ce n'est pas Marx que Garaudy présente, mais que Garaudy se sert de Marx pour développer des idées qui lui sont propres. Est-ce si sûr ?

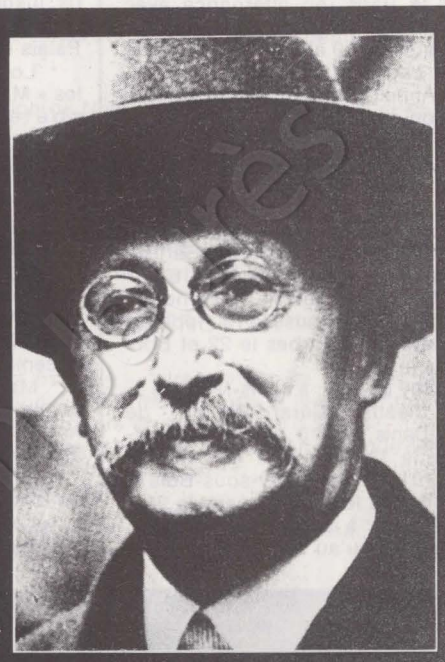
On y trouvera, en tout cas, matière à réflexion et à action sur des problèmes brûlants pour nous. « Marx, peut-on lire sur la couverture, a répondu aux questions posées par son temps. Sa pensée est une pensée critique, le contraire du dogmatisme. Apprenons de lui, sans le répéter, à répondre aux questions de notre temps. » Dans une collection de poche, voilà un livre important.

PIERRE PERMINGEAT

---

(1) « Clefs pour le marxisme », Roger Garaudy, Editions Seghers, 1977, 24 F.

(2) « Le Développement inégal », Samir Amin, Editions de Minuit, 1973.



Keystone

Jean Lacouture

LÉON BLUM

"C'est le grand mérite de Jean Lacouture d'avoir retrouvé l'unité de cet homme contradictoire qui sut, d'une seule voix, dire non à la fois au capitalisme et au collectivisme. Un livre passionnant."
LE NOUVEL OBSERVATEUR

"Un grand livre... La moisson de Jean Lacouture est superbe !"
ALAIN DUHAMEL / LE MONDE

"Une magistrale biographie... Jean Lacouture a retrouvé le vrai visage de Léon Blum..."
MARCEL PÉJU / LE POINT

Un volume 600 pages illustrations, 59 F.

SEUIL

spectacles

Où sont-ils ?

* Pauline Julien : à Chambéry le 5 décembre, Nanterre le 8, Sartrouville les 9 et 10, Brest le 22 ; au Palais des Arts, à Paris, du 13 au 17 et du 27 au 31.

* Bernard Haller : au Palais des Arts, à Paris, en alternance avec Pauline Julien, jusqu'au 10 décembre, puis du 19 au 24 ; à Nanterre le 14 et Laon le 16.

* Anne Sylvestre : à Bourges le 9, Chalon-sur-Saône le 10, Nancy le 13, et Saint-Dié le 14.

* Julos Beaucarne : au Théâtre royal de la Monnaie, à Bruxelles, jusqu'au 23, à Liège le 28.

* Bernard Lavilliers : au Théâtre 140, à Bruxelles les 9 et 10, à Sarcelles le 16 et La Courneuve le 18.

* Mama Béa Tékielski : à Choisy-le-Roi le 17, Toulouse le 19, Rodez le 20, Dax le 21, Tarbes le 22 et Bordeaux le 23.

* Guy Bedos : à Athis-Mons le 9, au théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis les 10 et 11, à Montrouge le 13, Villejuif le 15, Joinville-le-Pont le 16, Fontenay-sous-Bois le 17, Clamart le 18 et Orléans le 21.

* Imago : à la Cour des Miracles, à Paris, jusqu'au 30.

au risque de vous plaire

Arts, à Paris, du 16 décembre 1977 au 18 mars 1978.

* Abadie : à la Vieille Grille, à Paris, jusqu'à fin décembre.

* Les Indiens Yaquis : à Paris, au Palais des Glaces, du 6 au 18.

* Los Calchakis : ils présentent les « Misa Criolla » et des chants de poètes sud-américains à Fontenay-aux-Roses le 9.

* Pierre Dudan : à Paris, au Lucernaire, du 14 décembre 1977 au 31 janvier 1978.

* Les Jeannes : au Palais des Arts, à Paris, du 16 décembre 1977 au 18 mars 1978.

* Jacques Antonin : un Québécois chante et raconte son pays, à Paris, à la Vieille Grille, jusqu'à fin décembre.

* Marcel Dadi : trois concerts exceptionnels avec Chet Atkins, à Paris, à l'Olympia, le 10 décembre à 21 h, le 11 à 15 h et 21 h.

* Michel Haumont : un guitariste de folk à Evreux le 10.

* Les Ménestriers : au centre culturel de Chelles le 16.

SPECTACLES POUR ENFANTS

* Nanterre (Maison de la Culture) : « Passe-passe » par le Théâtre du Gros-caillou.

* Paris (La Cour des Miracles, les mercredi et samedi à 15 h) : « Les aventures de Loupio Loup blanc ». Texte et mise en scène de Raymond Bisbal.

* Saint-Denis (Théâtre Gérard-Philipe) : « Jeanloujalou » de Patricia Gros. Par la Compagnie Bazilier, centre dramatique nationale pour l'enfance en préfiguration.

* Le Havre (Maison de la Culture) : « Les vagabonds du miroir » d'Yves Pinguilly. Mise en scène de Bruno Castan. Un spectacle de l'Unité Enfance de la Maison de la Culture de la Seine-Saint-Denis.

* Lyon (Théâtre du VIIIe) : « Une poupée de chiffon » de Jorge Gajardo. Mise en scène de Maurice Yendt. Un spectacle du Théâtre des Jeunes Années, centre dramatique national pour l'enfance en préfiguration.

disques

*** Robert Schumann : « Lieder, vol. I » — Dietrich Fischer-Dieskau, Christoph Eschenbach. Un coffret Deutsche Grammophon, trois disques 2563 779/81 ; en souscription : 137,10 F.**

Plus complexe que celui de Schubert, le lied de Schumann est d'une très grande grande diversité : récit, poésie enfantine, étrangeté, vertige, puissance dramatique ou épique, subtilité (parfois populaire) du bonheur de vivre et de chanter, héroïsme, etc. Fischer-Dieskau n'a pas son pareil pour enchaîner les phrases-vers des poèmes, finement accompagné au piano par Eschenbach.

*** Renaldo Hahn : « Mélodies/Pièces pour piano » — Jean-Claude Benoît (baryton) — Bernard Ringeissen (piano) — Adès 14003.**

Tradition de la parole française portée par ses grands poètes, projetée dans la mélodie par Debussy, Fauré, etc. Renaldo Hahn, en regard, ne pâlit pas : son romantisme contenu procure charme, poésie, raffinement, voire désuétude, auxquels on succombe. Interprétation claire et ample. A noter de fort belles pièces pour piano. Joyau pour un musicien trop rarement joué.



Les Jeannes.

* Renaud : à la Veuve Pichard, à Paris, à partir du 21.

* Kol Aviv : des chants et danses d'Israël, au Stadium, à Paris (66, avenue d'Ivry, 13e) le 9.

* Pierrette Dupoyet : dans son nouveau one-woman-show, « la Matriarche », au théâtre Campagne première, à Paris, jusqu'à fin décembre.

* Paco Ibanez : au théâtre du Val de Gally, à Villepreux, le 27.

* Lluis Llach : à Paris, au Palace, jusqu'au 10 décembre.

* Clifton Chénier : un Cajun noir, chanteur de blues, à Paris, au Palace, du 13 décembre 1977, au 1er janvier 1978.

* Vladimir Vissotski : le chanteur russe donne trois concerts exceptionnels à Paris, à l'Elysée-Montmartre, les 15, 16 et 17.

* Gilles Naudin : à Paris, au Centre américain (261, boulevard Raspail, 14e) les 9 et 10.

* John Renbourn : un guitariste anglais de folk-blues au Palais des

* Michel Sohier : il chante « Dingoésie », de Charles Caunant, à Quétigny le 9, Reims le 10, Tours les 13 et 15, Chauvigny le 17.

* Jean-Claude Monnet : en décentralisation dans les quartiers de Saint-Etienne les 9, 10, 11 et 14 ; à Thonon-les-Bains le 13.

* Michel Bulher : à Montbéliard le 13.

* Djamel Allam : à Paris, au Palace, du 12 au 24 décembre.

* Dick Annegarn : à Homécourt le 9, Auxerre le 10, Strasbourg le 12, Vesoul le 13, Grenoble le 16 et Annecy le 17.

* Leny Escudero : à Cambrai le 9, Rouen le 13, Le Mans le 14, Caen le 15, Laval le 16 et Rennes le 17.

* Six heures pour la chanson : au théâtre Paul-Eluard de Choisy-le-Roi, le 17 décembre, de 18 à 24 heures. Avec Djamel Allam, Claude Antonini, Jean Sommer, Mireille Rivat, Christian Dente et Mama Béa Tékielski.

à ne pas manquer

Un cirque différent

Des femmes-sirènes plongeant des hauteurs des cintres jusqu'au ras du sol et remontant aussitôt, tractées par de gigantesques élastiques... c'est l'un des nombreux numéros à couper le souffle que l'on peut voir actuellement au Palais des Sports de Paris, où se produit le Cirque national de Corée du Nord jusqu'au 8 janvier. Un cirque différent : sans animaux tristes ni augustes grotesques, mais où les équilibristes, jongleurs, prestidigitateurs et trapézistes se succèdent sans temps mort au son d'une petite musique guillerette et vaguement asiatique.

La fête du R.e.r.

La R.a.t.p. récidive : après « Musique dans le métro », c'est maintenant « la Fête du R.e.r. », ce week-end. Le public de Paris et de l'Ile-de-France, sur tout le réseau du R.e.r., aura droit à de la musique, du théâtre, du cinéma, du cirque, de la danse, du sport et des expositions. Le programme détaillé des manifestations est évidemment gigantesque et la surprise, au hasard des stations, fait partie de la fête.

Que les usagers ne soient pas trop surpris cependant : à la Défense ou à Auber, à Châtelet ou à Nation, à Vincennes ou à Noisy-le-Grand, à Boissy-Saint-Léger ou à Fontenay-sous-Bois, ils risquent de rencontrer, ces 10 et 11 décembre : l'orchestre de chambre Bernard Thomas, l'équipe de « l'Echo des Savanes », Roger Siffer, le Péruvien Waskar Amaru, le Théâtre en liberté de Chelles, Albert Marcœur, des orgues de barbarie, etc.

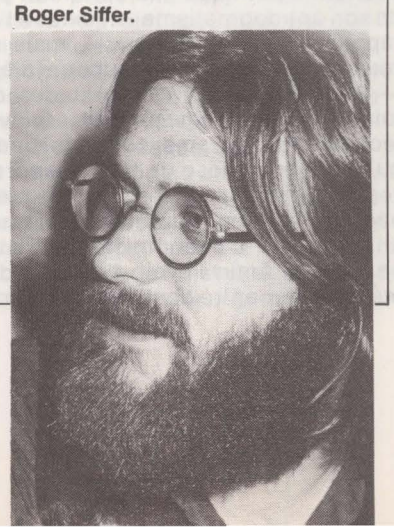
Chopin retrouvé via Cortot

Chopin est trop rarement interprété pour sa clarté et pour son naturel. Sous couvert d'épanchements romantiques et brillants, on passe sous silence son modernisme. Cortot, l'illustre Alfred Cortot, qui ravit ou scandalisa nos parents, nous le retrouvons justement clair et naturel dans Chopin, grâce à un coffret de repiquages, enregistrements qui, pour une bonne part, datent d'avant la guerre.

Du célèbre toucher nous entendons naître un Chopin évident, où la beauté des sonorités, l'inspiration la plus riche et la plus limpide sont associées à un jeu très net et maîtrisé. La comparaison avec Horowitz, avec Rubinstein, voire avec Pollini, est des plus passionnantes. Un cadeau splendide (commentaires intelligents et utiles dus à Henri-Louis de La Grange). Coffret VSM/EMI 2 C/153-030906 (en souscription).

C.G.

Roger Siffer.



*** Arnold Schoenberg : « les Quatuors à cordes » — Quatuor Julliard, CBS n° 79304, trois disques ; en souscription : 127,80 F.**

Schoenberg disait : « Plutôt que du comment c'est fait... faire reconnaître ce que c'est. » Ces quatre quatuors (plus un de jeunesse), précisément, sont de la très haute musique. Mêlant tonalité et atonalité. Aux côtés de ceux de Bartok. ces quatuors donnent à notre siècle ce que furent ceux de Beethoven pour le précédent. L'interprétation des Julliard est à la fois très dense et très belle musicalement, sinon mélodiquement. A distinguer de la vision plus abstraite de Lasalle. Indispensable pour comprendre et aimer la musique de notre temps. Avec des commentaires remarquables de Harry Halbreich.

*** Alexandre Borodine : « les Trois Symphonies, Ouverture du prince Igor et Danses polovtsiennes » — Orchestre symphonique Toronto/Davis et chœurs Toronto/Mendelssohn — C.b.s., deux disques 79214 ; en souscription : 85,20 F.**

Première intégrale des symphonies de Borodine, chef et orchestre superbes au service d'un musicien à découvrir mais qui n'a pas donné le meilleur de lui-même, et du moins le meilleur de la musique russe, ce continent sonore...

*** Piotr Tchaikovski : « la Dame de pique » — Orchestre national de France/Rostropovitch, Deutsche Grammophon, quatre disques 2563 824/7 ; en souscription : 164,40 F.**

Il y a au moins deux Tchaikovski, dont un musicien exceptionnel auteur d'opéras — hélas ! trop méconnus dans nos pays. On n'oublie pas l'atmosphère de « la Dame de pique », adapté d'un excellent roman de Pouchkine. La direction de Rostro va dans le sens d'un climat lourd, fataliste, forme de romantisme morbide. Dommage que plusieurs des chanteurs de cette version ne soient pas du même niveau ! Une œuvre à découvrir.

*** Yves Simon : Un autre désir (R.c.a. 37 097).**

Chanter en pastel. Chantonner. Bricoler quelques coups de gueule. Inventer des musiques frileuses et des textes brumeux. Simon sait très bien faire tout cela. A certains moments, on aimerait qu'il soit moins discret, plus incisif.

*** Steve Waring : le Blues de Monsieur Robert (le Chant du monde LDX 74 639).**

Les écologistes devraient écouter ce disque. Waring y prouve qu'on peut dire des choses essentielles avec un minimum d'humour, sans prendre des poses angéliques, sans crisper son discours sur des prophéties apocalyptiques... et ennuyeuses à force d'être exagérées.

*** Wes Montgomery : The small group (Verve 2610-032).**

Du jazz de charme : précision, swing, sens mélodique... On ne résiste pas.



élévision

VENDREDI 9 DECEMBRE

T.f. 1

Attention ! bocage : une enquête sur le remembrement des sols, qui bouleverse la vie et parfois l'anéantit (18 h).

A. 2

« Vous ne respectez donc rien ? », a demandé Pivot à quelques humoristes. Mais Jean Dutourd respecte Jean Dutourd, et Jean Yanne se tient en grande estime (21 h 40).

« L'Invitation » : la dolce vita chez les bureaucrates suisses, admirablement « croquée » par Claude Goretta (22 h 50).

F.r. 3

Le magazine Vendredi nous promet l'enquête de Carole Sandrel sur l'ordinateur, mais l'auteur s'élève contre la projection de son film remanié, retouché, censuré. Qui l'emportera ? Réponse à 20 h 30.

Le Danube, un voyage à travers sept pays et deux mille ans d'histoire (21 h 30).

SAMEDI 10 DECEMBRE

A.2

« Turlututu » : une fantaisie de Marcel Achard, de l'eau de rose mais qui fait pschitt (20 h 35).

F.r. 3

La voile en hiver : le yachting contre vents et marées, pour les mordus (20 h 30).

« Le Type d'à côté » : deux condamnés à mort attendent leur exécution. Une pièce très forte qui devait être jouée en prison, par des prisonniers... Mais c'était trop d'audace (20 h 30).



Madeleine Renaud.



Errol Flynn.



Geraldine Chaplin.

DIMANCHE 11 DECEMBRE

T.f. 1

« Mademoiselle et son bébé » : un classique américain qui livre David Niven aux jolies griffes de Ginger Rogers (20 h 30).

Expressions, de la danse, de la musique, de l'opéra, intelligemment présentés (22 h).

A. 2

« Les Origines de la Mafia » : dernier épisode d'un feuilleton hors catégorie, hélas ! (21 h 40).

Chefs-d'œuvre en péril : un employé de banque aidé d'agriculteurs sauve les vieilles pierres du Gers et des artisans défendent le Larzac contre les convoitises de l'armée. Bravo ! (22 h 35).

F.r. 3

« Deux Auteurs en folie » : téléfilm bourguignon. Deux scénaristes en panne d'inspiration à Dijon implorent l'aide d'une attachée de presse (19 h).

« La Stratégie de l'araignée » : Bertolucci l'envoûteur charge Alida Valli d'enquêter sur un crime fasciste. La musique de Verdi sert de fil conducteur (22 h 30).

LUNDI 12 DECEMBRE

T.f. 1

Eliane Victor dénonce l'alcoolisme féminin. Attention au beaujolais nouveau (19 h 15).

« L'Avenir du futur » : film anglais tiré du roman de H.G. Wells. Après une guerre de trente ans, le monde renaît lentement grâce à une nouvelle civilisation venue de l'Est. Mais les savants, les despotes attendent leur heure (20 h 30). Un débat sur la prospective réunira le professeur Toffler, auteur de « Choc du futur », Robert Chabban, directeur du C.n.r.s., et Jacques Goimard, spécialiste de science-fiction.

A. 2

Acupuncture et tabagisme : peut-on remplacer une gauloise par une piqûre ? (18 h).

« Taano » : une semaine de la vie d'un gitan qui rêve de devenir boxeur (22 h 50).

F.r. 3

« Le Dernier Train pour Frisco » : des gangsters spécialisés dans l'attaque des trains prétendent voler l'argent des Chinois de Frisco. Mal leur en prendra (20 h 30).

MARDI 13 DECEMBRE

T.f. 1

Lettre d'un bout du monde : sur les traces de Bunuel, Jeannesson rencontre des possédées, des technocrates mystiques, mais aussi des adolescents amoureux (21 h 30).

A. 2

« La Neige de Noël » : film de Fred Kassak et Philippe Radial sur les jeunes drogués de banlieue. Un débat lui succédera, posant cette question : « Peut-on tout montrer à la télé ? » (20 h 30).

F.r. 3

« La Charge de la brigade légère » : l'aventure héroïque d'Errol Flynn en guerre contre un sultan des Indes sous les beaux yeux d'Olivia de Havilland (20 h 30).

MERCREDI 14 DECEMBRE

T.f. 1

« La Mer promise » : dramatique de Jacques Ertaud nous entraînant à 700 mètres sous la mer pour tenter de sauver des plongeurs en détresse (20 h 30).

Spinoza : ancien philosophe qui vaut mieux que certains « nouveaux » (22 h).

A. 2

Question de temps : provisoirement consacrée à l'énergie nucléaire (20 h 30).

La Parole à dix-huit ans : des jeunes se demandent « A quoi servent les études ? » (22 h 30).

F.r. 3

« Cria cuervos » ; Carlos Saura, maître du nouveau cinéma espagnol, évoque le rêve éveillé d'une jeune femme qui ne peut s'arracher à son enfance. Une œuvre admirable (20 h 30).

JEUDI 15 DECEMBRE

T.f. 1

L'Evénement : Fidel Castro filmé par Baudis, à Cuba (21 h 30).

A. 2

« Les Perles de la couronne » : lors du couronnement du roi George VI, Sacha Guitry raconta à sa femme, Jacqueline Delubac, l'histoire des quatre perles qui ornent le diadème royal (15 h).

« Des journées entières dans les arbres » : dramatique de Marguerite Duras, suivant la journée d'une vieille mère venue voir, à Paris, son bon à rien de fils. Madeleine Renaud, Bulle Ogier et Jean-Pierre Aumont y sont inoubliables (20 h 35).

Un homme, un jour : gros plan sur un certain Jésus-Christ, que des écrivains se disputent, tandis que de sages Vendéens préparent une crèche géante (22 h 05).

F.r. 3

« La Bible » : cinquante chapitres de la Genèse, illustrés par John Huston, d'Adam et Eve au sacrifice d'Abraham (20 h 30).



Les prix les plus bas:

la preuve par 250 grandes marques

DARTY

TV. ELECTROMENAGER. HI-FI.

PETITES ANNONCES

Offres d'emploi

Ville de Meaux (45 000 habitants) recrute sur concours secrétaire général.
Envoyer candidature avec curriculum vitae à M. le Maire, 77100 Meaux.

Ville d'Epinay-sur-Seine recherche rédacteur (ou rédactrice) pouvant assurer le fonctionnement du service de documentation.
Ecrire avec C.V. à M. le Maire, 93800 Epinay-sur-Seine.

Demande d'emploi

Militant socialiste, 25 ans, licence d'anglais, recherche poste auprès de jeunes ou de personnes du 3e âge dans municipalité, association ou collectivité (région parisienne).
A été animateur de clubs de jeunes et attaché à la direction générale d'une association internationale (voyages et rencontres).
Ecrire à : Guy Rossi, 1 bis, allée des Jeux, 94310 Orly.

CHAMPAGNE
BARON
FUENTE
Vigneron

21, av. F.-Drouet
02310 Charly-sur-Marne

19 à 23 F T.T.C. départ
Prix pour comités et collectivités
Tarif sur demande
tél. : (23) 82.01.97.

l'unité

Rédaction : 12, cité Malesherbes
75009 Paris - Tél. : 878.40.73
Administration : 41, bd de Magenta
75010 Paris - Tél. : 208.23.50
Directeur général : Pierre Mauroy
Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION EN CHEF
Nicole Chaillot, Guy Perrimond

REDACTION
Robert Butheau, Marie-José Bernardot, Christine Cottin, Georges Frameries, Claude Fuzier, Frédérique de Gravelaine, Michèle Kespi-Backmann, Jean-Paul Liégeois, Jean-Pierre Moulins, Gilberte Muller, Francis Pisani, Emmanuèle Plas, Jean-Loup Revérier, Gabrielle Rolin, Maurice Séveno, Antoine Violet.

SECRETARIAT DE REDACTION
Eugène Simongiovanni (révision), Mauricette Duchemin (maquette).

DOCUMENTATION
Véronique Néiertz

DESSINS
Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Teich, Lacroux

PHOTOS
Pascal Lebrun

AVEC LA COLLABORATION DES MEMBRES DU SECRETARIAT NATIONAL ET DU BUREAU EXECUTIF DU PARTI SOCIALISTE

ADMINISTRATION
Conseiller technique : François de Grossouvre
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé
Publicité : Renée Skoblinsky, 12, cité Malesherbes - Tél. : 878.40.73
Directeur de publication : Claude Estier
Société éditrice : S.a.r.l. l'Unité
Cadet Photocomposition, 75009 PARIS
Imprimerie E.T.C., 76190 Yvetot.

Fondation Jean-Jaurès

Diffusion N.m.p.p. Commission paritaire n° 52 325

LE LIVRE CLUB DIDEROT présente



LE CHEF-D'ŒUVRE DE PABLO NERUDA

Chant général

L'épopée héroïque et fraternelle des peuples latino-américains

Descriptif
Co-Edition Gallimard/Livre Club Diderot.
Traduction de Claude Couffon.
Un beau volume relié pleine toile, décorée aux fers originaux - format 14 x 20,5 cm
568 pages - 78 F.
Parution Fin Novembre 77.

édition club

Bulletin de Commande U
à retourner au LIVRE CLUB DIDEROT
13, bd Bourdon - 75004 PARIS

Nom, Prénom : _____

Adresse : _____

_____

Je désire recevoir l'Edition Club du Chant Général de Pablo Néruda (à paraître fin Novembre 77). Je verse ce jour : 78 F + 8 F de frais de port soit : 86 F.
Ci-joint : ☐ Chèque bancaire ☐ Mandat-lettre ☐ Chèque postal 3 volets sans n° de C.C.P.



Encore une bonne farce aux infidèles. Nous, les templiers, on sait vivre. Et notre banyuls, le Templers, n'est pas fait pour les incroyants : c'est la fine fleur du banyuls, vieilli 2 ans au moins en fût de bois dans nos caves millénaires.

Quand on obtient une bouteille d'un pareil joyau, on a intérêt à se la tenir à deux mains.

Banyuls Templers. L'héritage des bons vivants.

CREHALET FOLIOT ROBERT PARTNERS